

Royaume du Maroc



Direction du Trésor et des Finances Extérieures

## NOTE DE CONJONCTURE



Juin 2022

Données du mois d'avril 2022

CROISSANCE ÉCONOMIQUE  
ÉCHANGES EXTÉRIEURS  
FINANCES PUBLIQUES  
DETTE DU TRÉSOR  
MARCHÉ MONÉTAIRE  
PRIX  
ACTIVITÉ ET EMPLOI

# PRINCIPAUX FAITS MARQUANTS :

## CONJONCTURE INTERNATIONALE :

- **USA** : Contraction du PIB de -1,5% au T1-22, en rythme annualisé, contre +6,9% au T4-21. Parallèlement, l'indice ISM manufacturier s'est amélioré de +0,7 point en mai pour atteindre 56,1 points ;
- **ZONE EURO** : Progression de la croissance économique de +0,6% au T1-22 (T/T) contre +0,2% au T4-21, alors que l'indice PMI composite a reculé de -1 point en mai pour s'établir à 54,8 points ;
- **PAYS EMERGENTS** : Accélération de l'activité économique en Chine à +4,8% au T1-22, en GA, après +4% au T4-21 ;
- Hausse des cours des **produits énergétiques** en mai (pétrole +7%, gasoil +2,6%) et baisse des cours du butane (-2,2%) contre une modération des cours des produits alimentaires (blé tendre US +5,5%, blé tendre Fr +2,2%, maïs -1% et sucre -1,6%) ;
- Mouvement baissier des **indices boursiers** en mai (-8% pour le S&P500, -11,7% pour le NASDAQ et -3,8% pour l'Euro Stoxx50).

## CONJONCTURE NATIONALE :

- **Rebond de +7,9% de la croissance de l'économie nationale en 2021 après la récession corrigée à -7,2% (-0,9 point selon l'ancienne base) en 2020.** Cette évolution est le résultat de la forte hausse de l'activité agricole de +17,8% contre -8,1% un an auparavant, suite à une exceptionnelle campagne agricole et de la progression des activités non agricoles de +6,6% contre -6,9% ;
- Baisse des débarquements en volume des produits de la **pêche côtière et artisanale** de -9,6% à fin avril 2022 contre une hausse de +6,2% en valeur ;
- Baisse respectives de -11% et de -4,6% de la production des **phosphates et de ses dérivés** à fin mars 2022 contre +5,7% et +2,2% il y a un an ;
- Recul du **taux d'utilisation des capacités de production industrielles** de -0,5 point en moyenne des quatre premiers mois de l'année 2022 pour s'établir à 71% ;
- Hausse de +3,3% de la **production locale d'électricité** à fin avril 2022 contre +5,8% un an auparavant ;
- Recul de -3,1% des **ventes de ciment** à fin avril 2022 contre une performance de +25,4% un an auparavant ;
- Récupération par rapport à la même période de l'année 2019 de 65% pour les passagers et de 75% pour les mouvements au niveau du **transport aérien** entre le 7 février et le 31 mars 2022 ;
- Net rebond de +215% des **arrivées de touristes** aux postes frontières et hausse de +86% des **nuitées** à fin avril 2022 ;
- Hausse de +27,6 MM.DH du **déficit commercial** pour s'établir à 91 MM.DH à fin avril, suite à une progression des importations (+63 MM.DH ou +37,8%) plus importante que celle des exportations (+35,4 MM.DH ou +34,2%) ;
- Performances remarquables des **exportations des MMM** à fin avril 2022, en particulier l'aéronautique (+64%), le textile (+33,6%), l'électronique et l'électricité (+19%) et l'automobile (+13%) ;
- Baisse de -1,7 MM.DH des **Avoirs Officiels de Réserve**, pour revenir à 329 MM.DH à fin avril 2022 ;
- Progression du **crédit bancaire hors prêts à caractère financier** de +19 MM.DH ou +2,3% au cours des quatre premiers mois de l'année 2022 contre +12,9 MM.DH ou +1,6% un an auparavant ;
- Creusement du **déficit de liquidité** de -8,1 MM.DH en avril 2022 pour atteindre 84,2 MM.DH en moyenne mensuelle ;
- Allègement du **déficit budgétaire** pour se situer à -14 MM.DH à fin mai 2022 contre -25 MM.DH à fin mai 2021, soit une amélioration de +11 MM.DH ou +44% ;
- Hausse de l'encours de la **dette globale du Trésor** de +18,1 MM.DH ou +2%, pour atteindre 903,3 MM.DH à fin mai 2022, contre +25,7 MM.DH ou +3,1% à la même période de l'année précédente ;
- Poursuite du resserrement des **conditions de financement** sur le marché des adjudications des valeurs du Trésor (MAVT) avec des hausses des taux, en GA à fin mai 2022, de +36 pbs pour les maturités à 5 ans, de +26 pbs pour celles à 52 semaines, de +25 pbs pour celles à 2 ans et de +19 pbs pour celles à 13 semaines ;
- Accélération du **taux d'inflation** à +4,8% en moyenne des quatre premiers mois de l'année 2022 contre +0,7% un an auparavant, résultat des hausses de +7,3% des prix des produits alimentaires et, dans une moindre mesure, de +3,1% des prix des produits non alimentaires ;
- Baisse du **taux de chômage** de -0,4 point à 12,1% au niveau national au terme du T1-22 suite au repli de -0,8 point en milieu urbain (16,3%) et de -0,2 point en milieu rural (5,1%).

# SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE

## CONTEXTE INTERNATIONAL :

### Modération de la croissance économique mondiale en 2022 ...

Dans son édition du mois d'avril 2022, le Fonds Monétaire International a revu à la baisse de -0,9 point sa prévision de croissance de l'économie mondiale au titre de l'année 2022 pour la ramener à +3,5% par rapport à l'édition de janvier 2022. Cette évolution est attribuable au conflit Russo-Ukrainien qui a exacerbé le renchérissement des cours des matières premières et la perturbation des chaînes d'approvisionnement, induisant ainsi une perte de la confiance et de nouvelles incertitudes quant aux perspectives de relance post-covid de l'économie mondiale.

Ces prévisions, restent toutefois confrontées à plusieurs incertitudes à savoir (i) l'aggravation de la guerre en Ukraine et la détérioration plus large de l'environnement géopolitique (ii) le prolongement de la hausse des prix mondiaux du carburant et des denrées alimentaires et les tensions sociales qui se profileraient à court terme (iii) la résurgence de la pandémie qui pourrait encore s'aggraver, notamment, avec l'augmentation récente du nombre de cas en Chine et le risque d'un ralentissement prolongé de sa croissance économique et (iv) l'intensification de la dépendance aux énergies fossiles.

Au niveau des économies avancées, la croissance devrait s'établir à +3,2% en 2022 (-0,7 point par rapport à la prévision de janvier 2022) contre +5,2% en 2021. Cette dégradation des perspectives est liée particulièrement à la croissance de l'économie de la zone euro qui a été abaissée à +2,7% en 2022 (-1,2 point par rapport à janvier) contre +5,3% en 2021. Dans une moindre mesure, les perspectives de la croissance du PIB américain ont été dégradées à +3,7% en 2022 (-0,3 point par rapport à janvier) contre +5,7% en 2021, compte tenu du début de la normalisation de la politique monétaire en vue de freiner les pressions inflationnistes et du recul des perspectives de croissance chez les partenaires commerciaux. Pour sa part, la croissance économique du Japon a été abaissée pour se situer à +2,4% (-0,9 point par rapport à janvier) contre +1,6% en 2021, en liaison avec une demande intérieure plus faible induite par la hausse des prix du pétrole.

Pour ce qui est des pays émergents et en développement, l'activité économique devrait s'accroître de +3,7% en 2022 (-1,1 point par rapport à janvier) contre +6,8% en 2021. Néanmoins, les trajectoires de reprise devraient varier au sein de ce groupe. Ainsi, les perspectives de croissance économique ont été abaissées en Russie à -11,2% en 2022 (-14 points par rapport à janvier) contre +4,7% en 2021. Pour sa part, l'économie chinoise devrait croître de +4,4% en 2022 (-0,4 point par rapport à janvier) contre +8,1% en 2021. Cette révision est liée à l'éventuel durcissement des mesures visant à contenir la résurgence des infections Covid-19 ainsi que les vulnérabilités financières. En Inde, les perspectives ont été dégradées à +8,2% en 2022 (-0,8 point par rapport à janvier) contre +8,9% en 2021, sous l'effet de la résurgence des infections Covid-19. En revanche, les perspectives de croissance de l'économie brésilienne ont été rehaussées à +0,8% en 2022 (+0,5 point par rapport à janvier) contre +4,6% en 2021.

### Contraction de l'activité économique aux États-Unis ...

D'après la deuxième estimation du département du commerce américain, l'activité économique s'est contractée de nouveau, après six trimestres de croissance continue, de -1,5%, en rythme annualisé, au T1-22 contre +6,9% au T4-21. Cette évolution résulte de la baisse des exportations (-5,4% contre +22,4%) et des dépenses publiques (-2,7% contre -2,6%) tandis que la croissance des investissements privés a sensiblement ralenti à +0,5% contre +36,7% au trimestre précédent. Par ailleurs, la consommation des ménages a progressé de +3,1% contre +2,5% au T4-21, soutenue par l'amélioration du marché de l'emploi alors que les importations se sont accrues de +18,3% contre +17,9%.

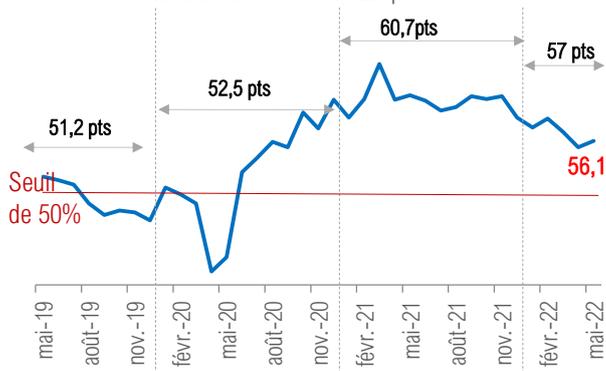
S'agissant des indicateurs avancés, l'indice ISM manufacturier s'est amélioré de +0,7 point en mai pour atteindre 56,1 points alors que l'ISM des services a reculé de -1,2 point pour revenir à 55,9 points.

Produit intérieur brut USA - Rythme annualisé en % -



Source: United States Department of Labor

Indice ISM « Manufacturier » USA - En points -



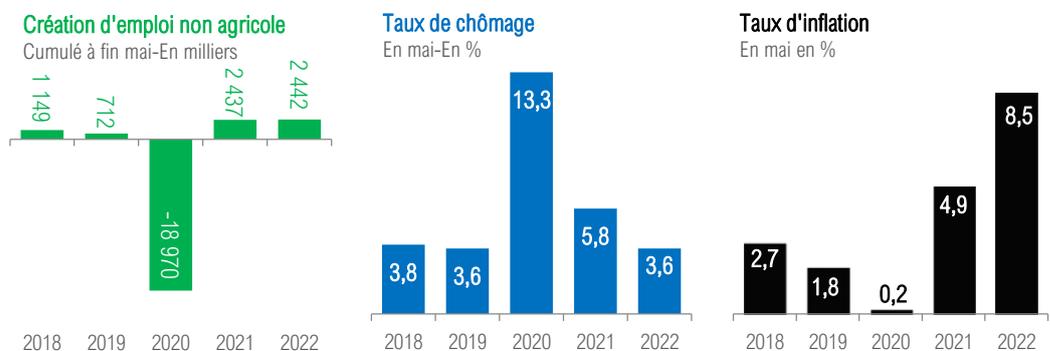
Source: Institute for Supply Management

Parallèlement, la production industrielle a affiché une hausse de +6,4% en avril, en glissement annuel, après +5,4% un mois auparavant alors que les ventes au détail ont progressé de +8,2% contre +7,3%. En revanche, la confiance des consommateurs s'est dégradée en mai, comme en témoigne la baisse de l'indice de l'Université de Michigan à 58,4 points, son plus bas niveau depuis août 2011, contre 65,2 points en avril et ce, en raison principalement de la hausse des prix et des taux d'intérêt.

Au niveau du marché de l'emploi, le rythme de création d'emplois non agricoles a légèrement ralenti pour ressortir à 2.442 mille nouveaux postes au cours des cinq premiers mois de l'année 2022 contre 2.644 mille au cours de la même période de l'année précédente. Pour sa part, le taux de chômage est resté stable, pour le troisième mois consécutif en mai, à 3,6% contre 3,9% à fin 2021 et 5,8% un an auparavant.

De son côté, le taux d'inflation s'est de nouveau accéléré à +8,5% en mai après avoir ralenti à +8,2% le mois précédent. Ainsi, les cours des produits énergétiques ont marqué une forte hausse de +34,6% alors que les prix des produits alimentaires se sont appréciés de +10,1%, leur plus forte progression depuis avril 1981. Hors énergie et alimentation, la hausse des prix s'est établie à +6%.

#### Emploi, Chômage et Inflation USA



Source: United States Department of Labor

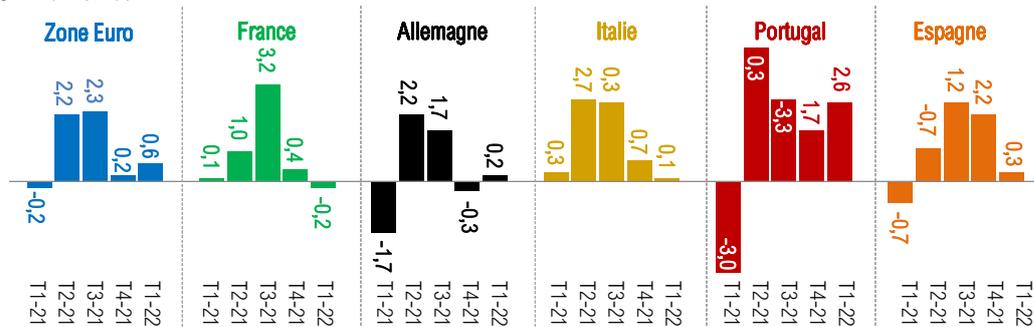
Dans ce contexte, la Réserve Fédérale a décidé, lors de sa réunion du 15 juin, de relever ses taux directeurs, pour la troisième fois cette année, de trois quarts de point pour les situer dans une fourchette comprise entre 1,50% et 1,75%. Il s'agit ainsi de la première hausse d'une telle ampleur depuis 1994.

#### Progression de l'activité économique de la zone euro au T1-22...

Le PIB de la zone euro a progressé de +0,6% au T1-22 (T/T) contre +0,2% au T4-21, dans un contexte de poursuite de l'allègement des restrictions sanitaires et d'intensification des incertitudes quant au conflit russo-ukrainien et des sanctions y afférentes. Du côté de la demande intérieure, cette croissance a été soutenue par la formation brute du capital fixe (+0,1% contre +3,4%) tandis que la consommation des ménages (-0,7% au T1-22 contre -0,3% au T4-22) et les dépenses de consommation des administrations publiques (-0,3% contre +0,4%) se sont repliées. Pour leur part, les échanges extérieurs ont progressé du côté des exportations (+0,4% contre +2,7%) alors qu'ils se sont contractés au niveau des importations (-0,6% contre +4,7%).

Par pays, le PIB a progressé au Portugal de +2,6% au T1-22 contre +1,7% au T4-21, en Espagne de +0,3% contre +2,2% et en Allemagne de +0,2% contre -0,3%, en Italie +0,1% contre +0,7% tandis qu'il s'est replié en France de -0,2% contre +0,4%.

## Produit intérieur brut Zone Euro - T/T en % -



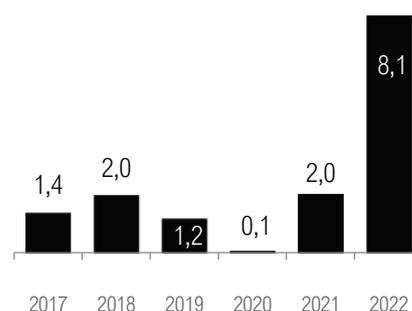
Source : Eurostat

L'évolution des indicateurs avancés au cours du mois de mai indique une poursuite de la croissance de l'activité économique au T2-22, mais à un rythme moins vigoureux que le mois précédent, comme en témoigne la baisse de l'indice PMI composite de la zone euro à 54,8 points contre 55,8 points en avril. Cette orientation reflète, d'une part, un ralentissement de la croissance du secteur manufacturier qui est revenu à son plus bas niveau en dix-huit mois de 54,6 points en mai contre 55,5 points en avril, en raison des incertitudes relatives à l'évolution de l'inflation, aux tensions d'approvisionnement et à la baisse de la demande. D'autre part, le PMI des services a baissé en mai pour ressortir à 56,1 points contre 57,7 points un mois auparavant, dans un contexte d'atténuation de l'effet de rattrapage amorcé après la levée des restrictions sanitaires.

De son côté, l'indice ESI du sentiment économique a légèrement augmenté de 0,1 point à 105 points en mai, recouvrant une amélioration de la confiance des entreprises dans le secteur de la construction et des services contre une dégradation dans le secteur de l'industrie.

Pour sa part, l'inflation a poursuivi son accélération pour atteindre un niveau record en mai de +8,1%, en glissement annuel, contre +7,4% un mois auparavant. Cette progression a été portée en majeure partie par la flambée des prix de l'énergie (+39,2% en mai contre +37,5% en avril) et, dans une moindre mesure, des prix des produits alimentaires (+7,5% contre +6,3%). Par pays, l'accélération de l'inflation a été observée au niveau de toutes les grandes économies de la zone, notamment l'Allemagne (+8,7% contre +7,8%), le Portugal (+8,1% contre +7,4%), l'Espagne (+8,5% contre +8,3%), l'Italie (+6,6% contre +6,8%) et la France (+5,8% contre +5,4%).

## Taux d'inflation annuel Zone Euro : Mai -En % -

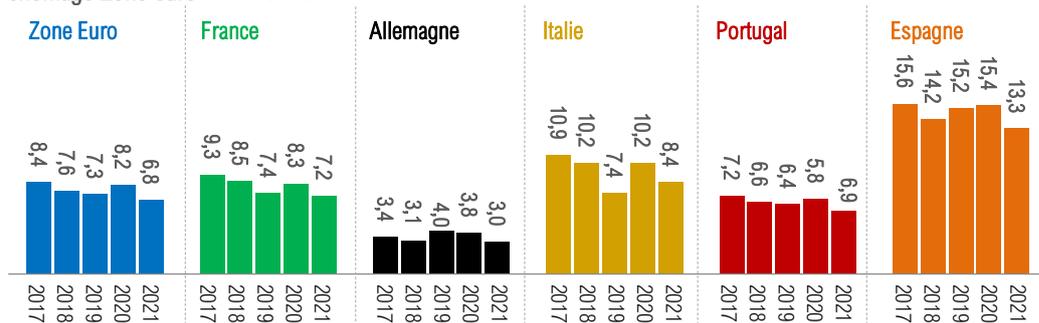


Source : Eurostat

Dans ce contexte, la BCE a maintenu, lors de sa réunion du 9 juin, inchangés ses taux d'intérêt mais a annoncé le début du resserrement de sa politique monétaire à partir du mois de juillet, avec une hausse prévue de ses taux directeurs de 25 pbs et une autre en septembre qui dépendra des nouvelles prévisions d'inflation et de croissance. De même, la BCE a annoncé l'arrêt, à partir du 1<sup>er</sup> juillet, de son programme d'achats d'actifs (APP) parallèlement à la poursuite du réinvestissement des remboursements au titre du principal des titres arrivant à échéance acquis dans le cadre du programme d'achats d'urgence face à la pandémie (PEPP) au moins jusqu'à fin 2024.

Au niveau du marché de l'emploi, le taux de chômage s'est stabilisé en avril à son plus bas niveau depuis trente ans, soit 6,8% contre 7% à fin 2021. Par pays et par rapport à fin 2021, le taux de chômage a diminué de -0,4 point en Italie (8,4%), de -0,3 point en France (7,2%), de -0,2 point en Allemagne (3%) et de -0,1 point en Espagne (13,3%), tandis qu'il s'est stabilisé au Portugal (5,8%).

## Taux de chômage Zone euro -Avril en % -



Source : Eurostat

## Accélération de la croissance économique en Chine ...

En **Chine**, la croissance économique s'est accélérée à +4,8% au T1-22, en glissement annuel, contre +4% au trimestre précédent et ce, en dépit du durcissement des mesures sanitaires dans le cadre de la politique « zéro Covid ». S'agissant des indicateurs à haute fréquence, la production industrielle a accusé une baisse de -2,9% en avril, en glissement annuel, contre +5% un mois auparavant alors que les ventes au détail ont reculé de -11,1% contre -3,5%. De même et malgré son amélioration, l'indice PMI composite indique la poursuite de la contraction de l'activité du secteur privé en se situant, pour le troisième mois consécutif, en dessous du seuil de croissance (42,2 points en mai contre 37,2 points en avril).

Ainsi, et dans un contexte d'inflation maîtrisée (+2,1% en mai, en glissement annuel), la Banque centrale de Chine a annoncé en mai la baisse de l'un de ses taux d'intérêt de référence pour les prêts hypothécaires à cinq ans de 4,6% à 4,45%.

**Au Brésil**, la croissance économique a atteint +1,7% au T1-22, en glissement annuel, contre +1,6% au trimestre précédent, tirée principalement par les services, qui représentent environ 70% du PIB et ce, en liaison avec la reprise des activités après la levée des restrictions sanitaires.

Parallèlement, les derniers indicateurs disponibles signalent une contraction de -0,5% de la production industrielle en avril, en glissement annuel, contre +1,9% le mois précédent et une hausse de +4,5% des ventes au détail contre +4%. De son côté, l'indice PMI composite s'est situé à 58 points en mai contre 58,5 points en avril.

En ce qui concerne le taux d'inflation, il a ralenti à +11,7% en mai, en glissement annuel, après avoir atteint son plus haut niveau depuis 19 ans en avril (+12,3%). Ainsi, la Banque centrale du Brésil a pris des mesures pour freiner cette envolée des prix en relevant son taux directeur à dix reprise depuis l'année dernière, le portant progressivement de son plancher historique de 2% en mars 2021 à 12,75% en mai 2022.

Enfin, **l'économie indienne** a enregistré un ralentissement de sa croissance à +4,1% au T1-22, en glissement annuel, contre +5,1% au trimestre précédent. L'envolée des prix du pétrole ayant entravé la reprise post-pandémie.

Pour ce qui est des indicateurs à haute fréquence, la production industrielle a affiché une nette accélération en avril à +7,1%, en glissement annuel, contre +1,9% en mars. De son côté, l'indice PMI composite s'est amélioré de +0,7 point en mai pour se situer à 58,3 points.

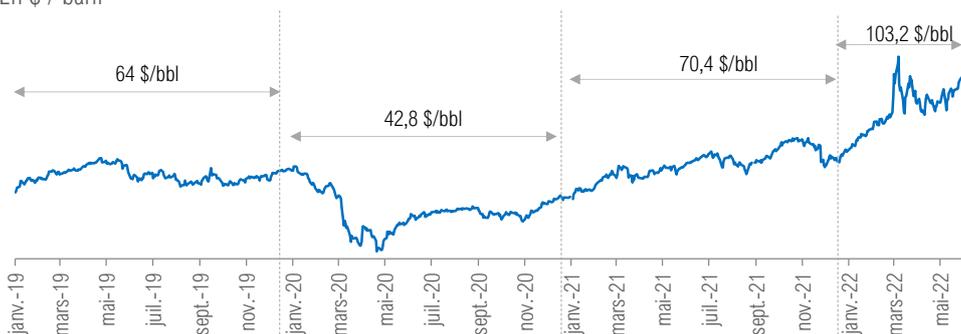
Parallèlement, le taux d'inflation a poursuivi son accélération pour atteindre +7,8% en avril après +7% en mars. Ainsi, la Banque centrale de l'Inde a décidé en juin d'augmenter de nouveau son principal taux directeur de 50 points de base à 4,9% après l'avoir augmenté de 40 points de base en mai.

## Hausse des cours des produits énergétiques en mai...

Dans un contexte marqué par l'intensification des pressions inflationnistes et la poursuite du conflit armé russo-ukrainien, les cours des matières premières ont affiché en mai une envolée au niveau des produits énergétiques de +5% contre une baisse au niveau des autres produits (-4,6%).

Concernant le pétrole, les prix se sont élevés à 112,5 \$/bbl en moyenne en mai, en progression de +7% par rapport au mois précédent et de +52,2% par rapport à fin 2021. Cette hausse intervient sous l'effet, d'une part, des discussions européennes concernant la mise en place d'un embargo pétrolier sur les importations russes de pétrole brut et de produits pétroliers (dans un délai de 6 mois pour le brut et de 8 mois pour les produits pétroliers) et le redémarrage progressif de l'économie chinoise avec l'assouplissement des mesures anti-Covid dans plusieurs grandes villes et, d'autre part, de la décision des pays de l'OPEP+, annoncée le 5 mai, de la poursuite de leur politique de hausse modérée de la production de 432 mille b/j en mai.

Prix du Pétrole - En \$ / baril -



Source: Bloomberg

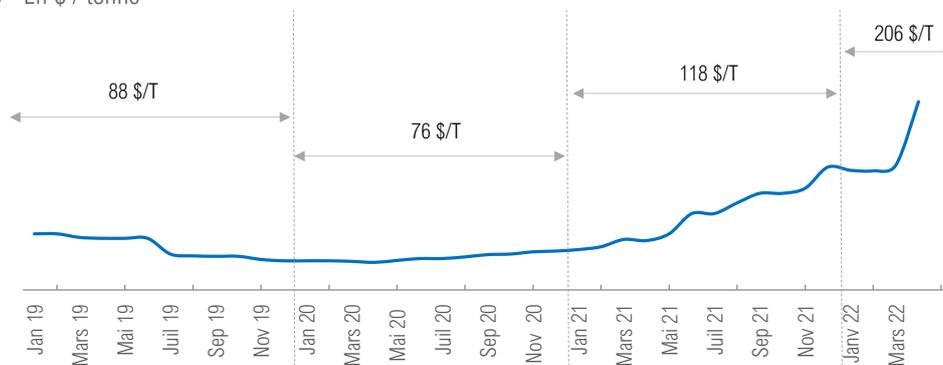
En revanche, les cours du gaz butane se sont repliés, pour le deuxième mois consécutif, de -2,2% en mai, pour s'établir à 850,2 \$/T, ramenant ainsi leur progression par rapport à fin 2021 à +18,2%.

Pour sa part, l'indice synthétique des cours des denrées alimentaires s'est légèrement déprécié en mai de -0,4%. Cette évolution recouvre, d'une part, une augmentation des cours des céréales qui ont maintenu leur sentier haussier entamé depuis octobre 2021, en particulier le blé (+5,5% pour le blé tendre américain à 522,3 \$/T et +2,2% pour le blé tendre Fr à 442,6 \$/T), en raison de l'interdiction à l'exportation annoncée par l'Inde et l'assombrissement des perspectives de la production en Ukraine dans le contexte actuel de guerre. D'autre part, les cours du sucre brut se sont repliés de -1,6% à 454,8 \$/T, en relation avec une demande mondiale à l'importation limitée et des perspectives favorables concernant les disponibilités mondiales, notamment à la suite de la récolte exceptionnelle en Inde.

Parallèlement, les prix des métaux de base se sont globalement dépréciés en mai, reflétant des baisses de -12,8% pour l'aluminium (2830,3 \$/T), de -15,3% pour le nickel (28062,5 \$/T), de -7,7% pour le cuivre (9377,2\$/T), de -14% pour le zinc (3751,5 \$/T) et de -10% pour le plomb (2142,5 \$/T).

Enfin, les cours du phosphate brut ont atteint un nouveau record en mai s'élevant à 255 \$/T, soit une hausse mensuelle de +2,2%, qui a porté leur augmentation par rapport à fin 2021 à +44,3%. En revanche, les cours des dérivés de phosphate se sont orientés à la baisse, affichant des replis de -11,7% pour le DAP (842,5 \$/T) et de -3,3% pour le TSP (827,5 \$/T), soit des évolutions annuelles de +13,1% et +20,5% respectivement.

Prix du Phosphate - En \$ / tonne -



Source: Banque mondiale

### Mouvement baissier des principales places boursières ...

Les marchés boursiers ont continué d'afficher des résultats négatifs en mai confirmant le mouvement baissier entamé en février, dans un contexte de poursuite du conflit armé en Ukraine, de hausse générale des prix, en particulier ceux de l'énergie, et de resserrement monétaire annoncé par plusieurs banques centrales à l'instar de la FED. C'est ainsi que les principaux indices boursiers se sont repliés aussi bien sur les places américaines qu'européennes.

En effet, l'indice NASDAQ a enregistré un recul, pour le sixième mois consécutif, de -11,7%, alors que le S&P<sup>500</sup> s'est replié de -8%, ramenant leurs baisses constatées par rapport à fin 2021 à -23,6% et -13,6% respectivement.

Parallèlement, les marchés boursiers européens ont affiché des contre-performances en mai, comme en atteste le recul de l'indice de référence EuroStoxx50 de -3,8%, ramenant son recul depuis fin 2021 à -12,1%. Cette évolution reflète des baisses au niveau des principaux indices européens, notamment le GDAXI Allemagne (-10,2%), le CAC 40 Paris (-9,4%), l'IBEX Madrid (-0,9%) et le FTSE MIB Milan (+2,2%), ramenant ainsi leurs évolutions annuelles respectives à -9,1%, -6,3%, +0,8% et -10,1%.

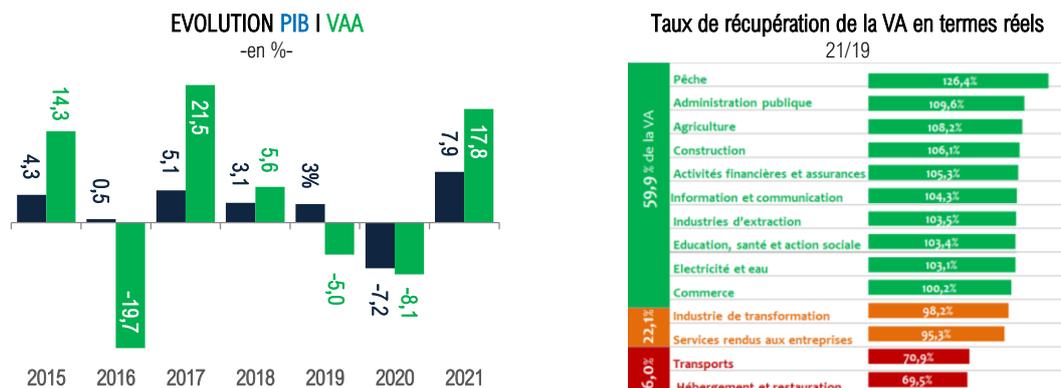
Parallèlement, l'indice boursier émergent MSCI-EM a enregistré sa quatrième baisse consécutive de -6,4% en mai, accusant un repli de -15,6% par rapport à fin 2021.

## CONTEXTE NATIONAL :

### Fort rebond de la croissance économique en 2021...

L'économie marocaine a renoué avec la croissance en 2021 avec un fort rebond de +7,9% en 2021 contre -7,2% en 2020 (corrigé de -0,9 point par rapport à l'ancienne base). Par rapport à l'année 2019, le taux de récupération du PIB s'est établi à 100,2%.

En effet, l'économie marocaine a bénéficié des bons résultats de la campagne agricole après deux années de sécheresse et du redressement en particulier des activités secondaires alors que certaines activités du secteur tertiaire sont restées empreintes de difficultés, en particulier le tourisme et la composante aérienne du transport.



Source : Haut-Commissariat au Plan

Au niveau du secteur primaire, sa valeur ajoutée a affiché une progression de +17,6% contre -7,1% en 2020, tirée par les activités agricoles (+17,8% au lieu de -8,1%) et le secteur de la pêche (+12,7% contre +12,2%).

De son côté, le secteur secondaire a marqué un redressement important de sa valeur ajoutée avec une reprise de +6,8% contre -5,2% en 2020. Cette performance a été tirée par les secteurs de la construction (+10,7% au lieu de -4,1%), de l'électricité (+6,5% contre -1,3%) et des industries manufacturières (+6,1% contre -7,4%). De leur côté, les industries extractives, épargnées par les effets de la crise sanitaire de 2020, ont consolidé leur croissance à +0,9% contre +2,6%.

Parallèlement, le secteur tertiaire a affiché une reprise sans pour autant effacer complètement la récession enregistrée en 2020 avec une croissance de +6,4% contre -7,9%. Cette évolution s'explique par une conjoncture toujours empreinte par des incertitudes, en particulier au niveau des secteurs du tourisme (+31,6% après -54,6%) et du transport (+15,2% après -28,5%) suite au maintien de la fermeture des frontières nationales pendant une bonne partie de l'année. Par ailleurs, la croissance a été vigoureuse au niveau des activités de recherches et services rendus aux entreprises (+10% contre -13,4%), du commerce (+7,9% contre -6,6%), des activités financières et assurances (+4,6% contre +0,6%), des services rendus par l'administration (+4,1% après +5,3%), des activités immobilières (+3,0% contre -0,8%) et de la branche de l'éducation (+3,0% contre +0,8%). En revanche, une baisse de la valeur ajoutée a été perceptible au niveau du secteur de l'information et communication (-0,8% après +5,1%).

Compte tenu de ces évolutions et de la progression du poste impôts nets des subventions (+8,8% au lieu de -8,4% en 2020), le PIB non agricole a progressé de +6,8% contre -7,1% un an auparavant. Quant au PIB nominal, il a enregistré une augmentation de +11,4%, laissant apparaître une hausse du niveau général des prix de +3,2% contre +0,8% un an auparavant.

### Contribution positive de la demande intérieure à la croissance économique ...

Durant l'année 2021, la contribution de la demande intérieure à la croissance économique s'est améliorée de +9,8 points au lieu de -7,1 points en 2020. En effet, la demande intérieure a enregistré une progression de +9,1% contre -6,5% en 2020. Dans cette évolution, l'investissement a augmenté de +13,3% au lieu de -11,9%, contribuant positivement à la croissance de +3,8 points contre -3,6 points un an auparavant. De même, la consommation des ménages et la consommation finale des administrations publiques ont enregistré des hausses respectives de +8,2% contre -5,6% et de +5,6% au lieu de -0,5%, affichant ainsi des contributions de +4,8 points et +1,1 point.

## Contribution négative du solde des échanges extérieurs à la croissance économique...

Compte tenu d'une hausse des importations (+9% contre -8,6%) plus importante que celle des exportations (+8,7% contre -15%), la contribution du solde des échanges extérieurs de biens et services à la croissance économique s'est située à -1,8 point contre -0,1 point un an auparavant.

Contribution à la croissance : Investissement / Consommation / Echanges extérieurs - En points de croissance –



Source : Haut-Commissariat au Plan

## Consolidation de la reprise de l'activité économique dans un contexte difficile et incertain...

L'économie marocaine a évolué en ce début d'année 2022 dans un contexte international incertain, marqué par l'exacerbation des pressions sur les prix des matières premières et des perturbations des chaînes d'approvisionnement après l'aggravation du conflit en Ukraine. Au vu des relations économiques limitées<sup>1</sup> du Maroc avec les pays actuellement en conflit, l'économie nationale devrait être indirectement impactée par la baisse de la demande étrangère qui lui est adressée par l'Europe ou encore par le biais de l'accélération de l'inflation, engendrant une hausse des coûts de la production.

Sur le plan interne, la situation épidémiologique semble se rétablir ce qui est de nature à favoriser la poursuite de la reprise des secteurs n'ayant pas récupéré leurs niveaux d'avant crise, en l'occurrence le tourisme et le transport aérien. En revanche, le secteur agricole devrait contribuer négativement à la croissance avec notamment une très faible récolte céréalière qui ne serait compensée que partiellement par le comportement positif des autres filières.

Sur la base de ces éléments et alors que l'économie marocaine devait, selon les prévisions initiales, retrouver en 2022 son rythme de croissance tendanciel d'avant crise et consolider la trajectoire de rétablissement des équilibres macroéconomiques, **la croissance économique au titre de l'année 2022 a été révisée à la baisse pour se situer autour de +1,7% contre +3,2% prévue initialement.**

## Campagne agricole 2021/22 : Forte baisse de la production céréalière et bonnes perspectives pour les cultures printanières

Au début de la campagne agricole 2021/22, le Maroc a fait face à une rareté des précipitations avec une baisse du cumul pluviométrique de -69% au 21 février en comparaison avec une saison normale et de -64% par rapport à la saison écoulée. Toutefois, l'amélioration des conditions climatiques depuis début mars avec une bonne répartition temporelle et spatiale des pluies a permis un rattraper la production de plus d'un million d'hectares de céréales déclarés sinistrés et de soutenir les autres filières agricoles en particulier l'élevage, l'arboriculture fruitière et les cultures printanières. Ainsi, la baisse du cumul pluviométrique à fin mai 2022 a été légèrement atténuée pour atteindre -34,2% par rapport à la campagne précédente à la même date et -37,6% par rapport à la moyenne des cinq dernières années.

En conséquence, **la première estimation fait état d'une production céréalière de 32 M.Qx**, dont 17,6 M.Qx de blé tendre, 7,5 M.Qx de blé dur et 6,9 M.Qx d'orge, en baisse de -69% par rapport à la campagne précédente qui a enregistré un record de production de 103 M.Qx.

Parallèlement, les premières estimations au niveau du secteur non céréalière font ressortir des hausses des productions arboricoles de +14% pour les agrumes et de +21% pour les olives. Par ailleurs, durant la campagne d'exportation 2021/22 allant du 1<sup>er</sup> septembre 2021 au 13 juin 2022, le volume des **agrumes** a enregistré une croissance de **+42%** par rapport à la même période de la campagne précédente **pour atteindre 735.400 tonnes.**

<sup>1</sup> Le commerce bilatéral du Maroc avec la Russie et l'Ukraine ne compte que pour 2,6% du total des échanges commerciaux du Maroc en moyenne de la période 2017-2019

Concernant les **produits maraîchers**, les exportations ont enregistré une croissance de +11%, pour atteindre un volume d'environ 1,4 million de tonnes. Enfin, le volume des exportations des **tomates** a atteint pour la campagne en cours 608.600 tonnes, contre 521.800 tonnes durant la campagne précédente, soit une croissance de +17%.

Enfin, le secteur de **l'élevage** a bénéficié de l'appui apporté aux éleveurs, à travers le plan d'urgence de 10 MM.DH mis en œuvre par le gouvernement afin de limiter l'impact du retard des précipitations en début de campagne, et de l'amélioration des parcours et des ressources fourragères suite aux pluies des mois de mars et d'avril.

## Evolutions globalement positives des activités non agricoles

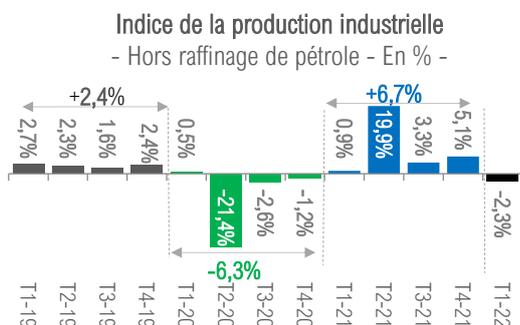
Durant les quatre premiers mois de l'année 2022, des signes de reprises sont perceptibles au niveau des activités tertiaires, notamment le tourisme et le transport, en liaison avec le rétablissement de la situation sanitaire et la réouverture des frontières.

**Secteur de la pêche** : Le volume des débarquements des produits de la pêche côtière et artisanale a enregistré une baisse de -9,6% à fin avril 2022, recouvrant, d'une part, des replis des captures des algues (-63%), du poisson pélagique (-10%) et du poisson blanc (-7,4%) et, d'autre part, des hausses des volumes des crustacés et des coquillages (+22,4%) et des céphalopodes (+3,7%). Par contre, la valorisation des captures s'est améliorée de +6,2%, tirée principalement par les hausses des valeurs des crustacés et des coquillages (+28,5%), des céphalopodes (+13,6%) et du poisson blanc (+3,6%).

**Secteur minier** : Selon les derniers chiffres disponibles, la production de phosphates a enregistré un repli de -11% à fin mars 2022 contre +6,6% au cours de la même période de l'année précédente. De même, la production des dérivés de phosphates s'est contractée de -4,6% contre +6,4% un an auparavant, sous l'effet de la baisse de -7,6% de la production de l'acide phosphorique et de -2,7% de celle des engrais naturels et chimiques. Cette contreperformance devrait s'atténuer au cours des prochains mois, en raison de la baisse de l'offre mondiale après la décision de la Russie de suspendre ses exportations d'engrais.

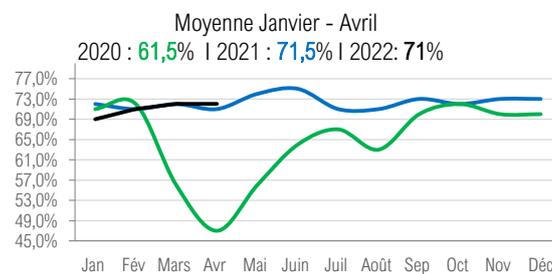
**Secteur industriel** : L'indice de la production des industries manufacturières, hors raffinage de pétrole, a enregistré un repli de -2,3% au T1-22 contre +0,9% au T1-21. Cette contre-performance est portée essentiellement par l'industrie de « la réparation et l'installation de machines et équipements » (-16,7%), des « autres industries manufacturées » (-10,6%), de « l'industrie chimique » (-8,6%), de « la fabrication d'équipements électriques » (-3,4%), de « la fabrication des produits en caoutchouc et en plastique » (-3,2%) et de « l'industrie automobile » (-2,6%). Par contre, des hausses ont été enregistrées au niveau de « l'industrie pharmaceutique » (+9,9%), de « l'imprimerie et la reproduction d'enregistrements » (+6,6%) et de « la fabrication de meubles » (+5,0%).

De son côté, le **taux d'utilisation des capacités de production industrielle (TUC)** a marqué un recul de -0,5 point en moyenne des quatre premiers mois de l'année 2022 pour s'établir à 71%. A l'exception du TUC des industries agroalimentaires qui a accusé une baisse de - 5 points, les autres industries ont marqué une hausse de leurs TUC. Ainsi, les hausses vont de +0,8 point pour les industries mécaniques et métallurgiques à +3,8 points pour les industries électrique et électronique et à +6,8 points pour les industries du textile et cuir.



Source : Haut-Commissariat au Plan

## Taux d'utilisation des capacités de production industrielle



Source : Bank Al-Maghrib

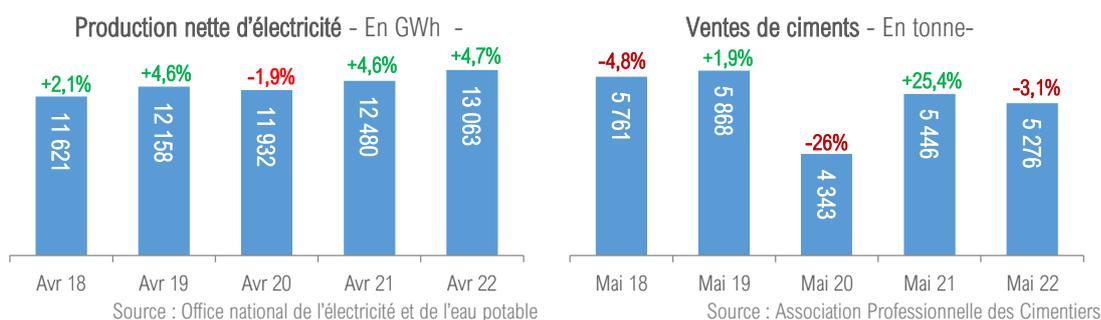
**Secteur énergétique** : La production locale d'électricité a affiché une hausse de +3,3% à fin avril 2022 contre +5,8% un an auparavant. Cette évolution s'explique par les progressions de +20,4% de la production des énergies renouvelables inscrites dans le cadre de la loi 13-09 et de +26% de la production de l'Office national de l'électricité et de l'eau potable (ONEE) atténuées, partiellement, par le repli de -3,6% de la production concessionnelle.

De son côté, le solde des échanges d'énergie s'est établi à 11 Gwh contre un solde négatif de -149 Gwh, résultat de l'augmentation de +108% des importations alors que les exportations se sont quasiment stabilisées (+0,3%). Ainsi, l'énergie appelée nette a enregistré une hausse de +4,7% à fin avril 2022, soit quasiment le même niveau affiché un an auparavant.

Par ailleurs, la consommation d'électricité a progressé de +2,6% après +5,4% un an auparavant. Cette augmentation trouve son origine dans les améliorations de la consommation d'électricité à moyenne tension (+7,1%), de la consommation résidentielle (+2,9%) et de la consommation des régions (+1,6%). En revanche, la consommation d'électricité à très haute tension et haute tension a affiché une diminution de -4,1%.

**BTP** : Durant le mois de mai, les ventes de ciment ont enregistré une hausse de +7,1% contre +68,5% un an auparavant. Depuis le début de l'année 2022, ces ventes ont totalisé 5.276 tonnes, en recul de -3,1% contre +25,4% un an auparavant. Cette évolution s'explique par des contre-performances des ventes au niveau des segments de la distribution (-8,3%) et du bâtiment (-4,1%). Par contre, des hausses ont été enregistrées au niveau du préfabriqué (+2,7%), de l'infrastructure (+5,5%) et du béton prêt à l'emploi (+11,3%).

Par ailleurs, l'additionnel des crédits bancaires s'est établi à près de +2 MM.DH ou +0,7% au cours des quatre premiers mois de l'année 2022 contre +2,3 MM.DH ou +0,8% durant la même période de l'année précédente. Cette évolution recouvre une progression de +2,1 MM.DH ou +0,9% des crédits alloués à l'habitat et une baisse de -1,5 MM.DH ou -2,7% des financements alloués à la promotion immobilière.



**Tourisme** : L'activité touristique a affiché une évolution positive en ce début d'année 2022, favorisée par la réouverture des frontières nationales à partir du 7 février, l'amélioration de la situation sanitaire et la mise en œuvre d'un programme d'urgence d'un montant de 2 MM.DH pour soutenir le secteur. En effet, les arrivées de touristes aux postes frontières ont enregistré un net rebond de +215% à fin avril 2022 pour atteindre 1,5 million, suite à une hausse de +428% pour les touristes étrangers et de +129% pour les MRE. Par rapport à la même période de l'année 2019, le nombre total des arrivées demeure en baisse de -59,5%, soit -69% pour les touristes étrangers et -42,5% pour les MRE.

De même, les nuitées dans les établissements classés se sont renforcées de +86% à fin avril 2022 pour s'établir à 2,9 millions mais demeurent en repli de -63,7% par rapport à la même période de l'année 2019. Le taux d'occupation s'est ainsi amélioré de 7 points pour se situer à 24%.

Cette performance devrait se renforcer au cours des prochains mois à la faveur notamment de la suppression de l'obligation de présenter un test PCR aux frontières aérienne. Le lancement par l'ONMT d'une campagne internationale inédite « Maroc, Terre de lumière » a également pour objectif de récupérer rapidement la position du pays d'avant la crise sanitaire et le hisser parmi les destinations mondiales les plus attractives.

**Transport** : Après la réouverture des frontières marocaine le 7 février 2022, les aéroports nationaux ont accueilli jusqu'au 31 mars plus de 2,2 millions de passagers à travers 31.330 vols aériens, soit un taux de récupération par rapport à la même période de l'année 2019 de 65% pour les passagers et de 75% pour les mouvements.

Trafic aérien commercial au niveau des principaux aéroports

Aéroports	Cumul du 7 février au 31 mars		Taux de récupération
	2019	2022	
MOHAMMED V	11 926	8 952	75%
MARRAKECH	6 636	3 624	55%
AGADIR	2 438	1 407	58%
FES - SAISS	15 82	1 330	84%
TANGER	1536	1 909	124%
RABAT-SALE	607	944	155%
NADOR	735	1 006	137%
OIJDA	1 191	868	73%
LAAYOUNE	385	277	72%
<b>TOTAL</b>	<b>28 404</b>	<b>21 330</b>	<b>75%</b>

Source : Office National des Aéroports

Pour sa part, le trafic portuaire géré par l'ANP a poursuivi sa tendance baissière avec un repli de -2,7% à fin avril 2022, recouvrant une baisse de -14,4% des exportations et une hausse de +1,9% des importations.

## ECHANGES EXTERIEURS : HAUSSE DU DEFICIT COMMERCIAL...

La situation des échanges extérieurs a été marquée par une hausse du déficit commercial de +27,6 MM.DH ou +43,6% à fin avril 2022, pour s'établir à 91 MM.DH. Cette évolution résulte d'une hausse des importations (+63,1 MM.DH ou +37,8%) plus importante que celle des exportations (+35,4 MM.DH ou +34,2%), induisant une baisse de 1,6 point du taux de couverture à 60,4%.

### Bonne performance des exportations des MMM ...

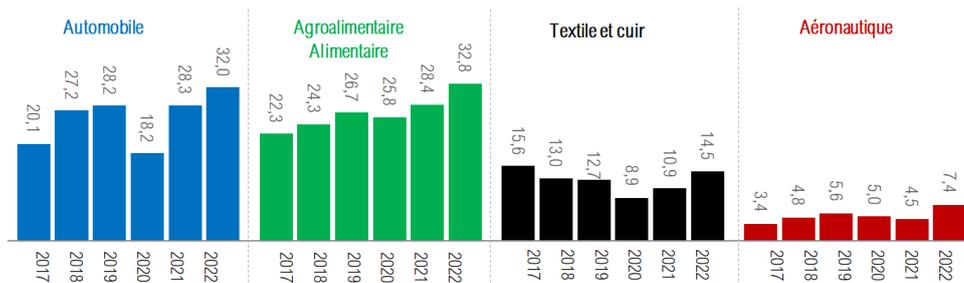
Au niveau des exportations, qui se sont établies à 139 MM.DH, la hausse a concerné la majorité des secteurs, essentiellement, les phosphates et dérivés, l'agriculture et agroalimentaire, le textile et cuir et l'automobile.

En effet, les ventes des phosphates et dérivés ont presque doublé pour atteindre 36,1 MM.DH à fin avril 2022 suite à une hausse importante des prix. Ainsi, les exportations ont rebondi de +58,1% pour le phosphate, de +121% pour les engrais et de +63,3% pour l'acide phosphorique. Les ventes en volume ont, par contre, reculé de -40% pour le phosphate, de -7,7% pour les engrais et de -22,3% pour l'acide phosphorique.

Hors OCP, les exportations se sont améliorées de +17,5 MM.DH ou +20,5%, en lien avec le bon comportement des exportations des industries liées aux métiers mondiaux du Maroc, notamment le secteur aéronautique (+64,1% ou +32,6% par rapport à 2019), le secteur textile et cuir (+33,6% ou +14,2%), le secteur de l'agriculture et agro-alimentaire (+15,4% ou +23%) et l'automobile (+12,9% ou +13,3%).

S'agissant du secteur électronique et électricité, ses ventes se sont accrues de +19,1% en lien principalement avec la hausse des exportations des composants électroniques (+32,4%) et des fils et câbles (+22,6%).

### Exportations des MMM à fin avril -En MM.DH



Source : Office des Changes

### Sensible hausse de la facture énergétique...

Pour ce qui est des importations, qui ont atteint à 230,1 MM.DH, la facture énergétique s'est renchérie de +23,5 MM.DH ou +116,1% à fin avril, sous l'effet principalement de la hausse des approvisionnements en gas-oil et fuel-oils (+116%), dont les prix ont presque doublé.

De même, la facture alimentaire s'est appréciée de +5,8 MM.DH ou +25,4%, tirée essentiellement par la hausse importante des achats d'orge (+763%). Les approvisionnements en blé ont, de leur côté, affiché une progression de +16% due à un accroissement des prix de +38,8% alors que les quantités ont reculé de -16,4%.

Hors produits énergétiques et alimentaires, les importations ont augmenté de +33,7 MM.DH ou +27,2% pour se situer à 157,5 MM.DH. Ainsi, les achats des demi-produits ont rebondi de +19,1 MM.DH ou +53% suite principalement à une forte hausse de +368% des importations d'ammoniac. De même, les acquisitions de biens d'équipement ont augmenté de +14,4%, en raison de la hausse des importations des parties d'avions et d'autres véhicules aériens (+55,6%) et des moteurs à pistons (+23,8%). De leur côté, les achats de produits bruts et de biens de consommation se sont accrues de +5,8 MM.DH ou +72,6% et de +3,1 MM.DH ou +7,7% respectivement.

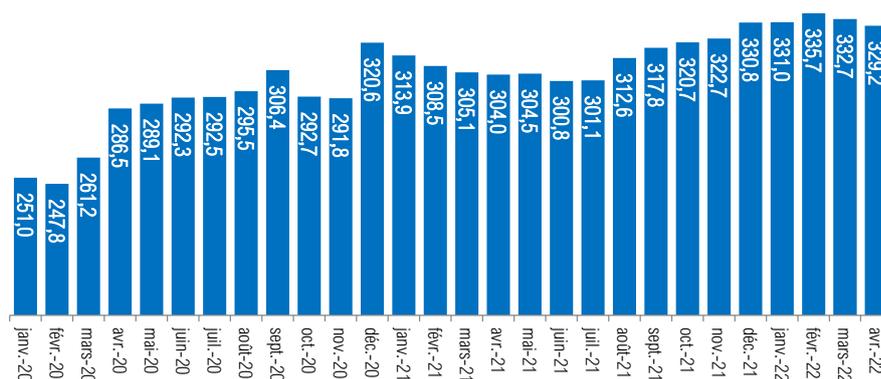
### Nette amélioration des recettes voyages...

Au terme des quatre premiers mois de l'année 2022, les recettes voyages ont marqué un net rebond de +8,1 MM.DH ou +123,3% pour atteindre 14,6 MM.DH, mais demeurent toujours en baisse de -22,1% par rapport à la même période de l'année 2020 et de -36,3% par rapport à 2019. De même, les transferts des MRE ont affiché une hausse de +1,5 MM.DH ou +5,3% pour s'établir à 30,6 MM.DH. Ces deux postes n'ont permis de couvrir que 49,6% du déficit commercial contre 56,1% un an auparavant.

S'agissant des Investissements Directs Etrangers au Maroc, leur flux nets s'est amélioré de +292 M.DH ou +5%, reflétant une baisse de -7% des recettes moins importante que celle des dépenses (-22%).

En ce qui concerne les avoirs officiels de réserve (AOR), ils ont accusé une baisse de -1,7 MM.DH ou -0,5% pour revenir à 329 MM.DH à fin avril 2022.

Avoirs Officiels de Réserve -En MM.DH

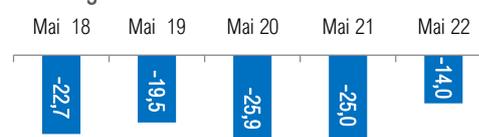


Source : Office des Changes

## FINANCES PUBLIQUES : ATTENUATION DU DEFICIT BUDGETAIRE

Au terme des cinq premiers mois de l'année 2022, le déficit budgétaire s'est établi à -14 MM.DH contre -25 MM.DH à fin mai 2021, en amélioration de 11 MM.DH ou 44,1%. Ce déficit recouvre une hausse des dépenses ordinaires plus importante que celle des recettes ordinaires

Déficit budgétaire – En MM.DH



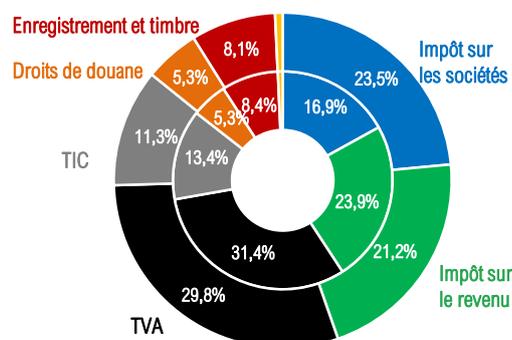
Source : Direction du Trésor et des Finances Extérieures

### Poursuite de l'amélioration des recettes fiscales

A fin mai 2022, les recettes ordinaires, sur une base nette et hors part des recettes fiscales bénéficiant aux collectivités territoriales, se sont établies à près de 118,4 MM.DH, en hausse de +25,1 MM.DH ou +26,9%.

Dans cette évolution, les recettes fiscales ont progressé de +17,8 MM.DH ou +20,5%, en dépit de l'effort prononcé de remboursement des crédits de TVA. Cette progression a été induite par l'amélioration à la fois des impôts directs et des impôts indirects.

Ainsi, les recettes des impôts directs ont enregistré une appréciation de +11,5 MM.DH ou +32% pour atteindre 47,4 MM.DH, liée essentiellement au renforcement des recettes tirées de l'IS (+9,8 MM.DH ou +67%), en relation notamment avec la performance remarquable du 1<sup>er</sup> acompte et du complément de régularisation résultant essentiellement des secteurs phosphatier, financier et cimentier. De leur côté, les recettes au titre de l'IR ont connu une augmentation de +1,4 MM.DH ou +6,7%, tirée par les recettes issues de l'IR sur salaires, des opérations de contrôle fiscal et des profits de cession de valeurs mobilières.



Source : Direction du Trésor et des Finances Extérieures

Par ailleurs, les recettes relatives aux impôts indirects se sont améliorées de +4,2 MM.DH ou +10,7%, en liaison avec l'augmentation de +3,9 MM.DH ou +14,5% de la TVA et de +210 M.DH ou +1,8% des recettes des TIC. De même, les recettes tirées des droits de douane se sont améliorées de +904 M.DH ou +19,7%, en liaison avec la progression des importations. Parallèlement, les recettes au titre des droits d'enregistrement et de timbre ont affiché une progression de +1,2 MM.DH ou +16,7%, en lien avec la hausse des droits d'enregistrement et de la TSAV.

S'agissant des recettes non fiscales, elles ont affiché une hausse de +7 MM.DH ou +126,6% pour atteindre 12,5 MM.DH. Cette évolution est attribuable à l'augmentation de +5,2 MM.DH ou +143,9% des autres recettes, qui se sont situées à 8,8 MM.DH, dont 5,2 MM.DH au titre des « financements innovants », 2,7 MM.DH au titre des produits des ministères, 380 M.DH provenant des dons CCG et 347 M.DH au titre des fonds de concours. Pour leur part, les produits provenant des établissements et entreprises publics ont enregistré une hausse de

+1,8 MM.DH ou +94,2% pour s'établir à 3,7 MM.DH, dont 2 MM.DH versés par l'OCP, 1,2 MM.DH par l'Agence nationale de la conservation foncière, du cadastre et de la cartographie et 356 M.DH par Bank Al-Maghrib.

### Hausse des dépenses ordinaires

Les dépenses ordinaires se sont établies à 120,4 MM.DH à fin mai 2022, en hausse de +17,3 MM.DH ou +16,8% par rapport à fin mai 2021. Ainsi, les charges au titre de la compensation ont fait ressortir une forte progression de près de +9 MM.DH ou +118% pour se situer à 16,6 MM.DH en liaison, notamment, avec l'appréciation des cours du gaz butane qui ont atteint une moyenne de 879 \$/T contre près de 520 \$/T à fin mai 2021. Il est à noter que ces charges comprennent des subventions accordées aux professionnels du secteur du transport pour un montant de 1,1 MM.DH et ce, dans le cadre des mesures décidées par le Gouvernement en mars 2022 pour faire face au renchérissement des cours des produits énergétiques.

Pour ce qui est des dépenses des biens et services, elles se sont accrues de +7,9 MM.DH ou +9,3% pour se situer à 93,2 MM.DH. Cette évolution provient de la hausse des charges de personnel (+3,3 MM.DH ou +5,7%) et des dépenses au titre des autres biens et services (+4,6 MM.DH ou +17,3%).

S'agissant des dépenses liées aux intérêts de la dette publique, elles ont affiché une hausse de +375 M.DH ou +3,6% pour s'établir à 10,7 MM.DH, recouvrant une hausse des charges au titre de la dette intérieure (+579 M.DH ou +6,5%) et une baisse au titre de la dette extérieure (-204 M.DH ou -15,6%).

**Au total, l'évolution des recettes et des dépenses ordinaires à fin mai 2022 s'est traduite par un solde ordinaire négatif de -2,1 MM.DH contre -9,8 MM.DH à fin mai 2021, soit une amélioration de +7,8 MM.DH ou +78,9%.**

### Hausse des dépenses d'investissement

Les émissions au titre des dépenses d'investissement se sont établies à 32,8 MM.DH à fin mai 2022, en augmentation de +4,7 MM.DH ou +16,7% par rapport au niveau enregistré un an auparavant.

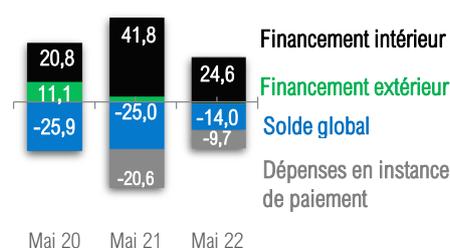
### Hausse notable de l'excédent des comptes spéciaux du Trésor

Les opérations des comptes spéciaux du Trésor (CST) ont dégagé un solde positif de 20,9 MM.DH, soit une augmentation de +7,9 MM.DH +60,7% par rapport à fin mai 2021. A ce titre, il convient de signaler que les ressources des CST tiennent compte d'un montant de 6,3 MM.DH correspondant au produit de la contribution sociale de solidarité sur les bénéficiaires et les revenus, affecté au Fonds d'appui à la protection sociale et à la cohésion sociale, contre 3,4 MM.DH à fin mai 2021.

### Hausse du besoin de financement du Trésor

Compte tenu de ces évolutions et d'une réduction des opérations en instance de 9,7 MM.DH, le besoin de financement du Trésor s'est élevé à 23,7 MM.DH, en allègement de -21,8 MM.DH ou 48% par rapport à fin mai 2021. Pour le financement de ce besoin, le Trésor a eu recours exclusivement au marché intérieur pour un montant de 24,6 MM.DH, dont 14,2 MM.DH au titre des adjudications.

Besoin et sources de financement du Trésor –En MM.DH-



Source : Direction du Trésor et des Finances Extérieures

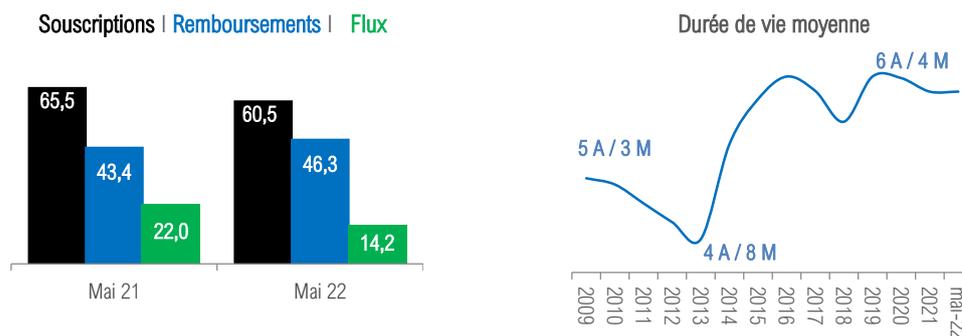
## DETTE : REcul DES SOUSCRIPTIONS SUR LE MAVT

Au terme des cinq premiers mois de l'année 2022, les souscriptions sur le marché des adjudications des valeurs du Trésor (MAVT) se sont établies à 57,7 MM.DH, en recul de -6,3 MM.DH ou -9,8% par rapport à la même période de l'année 2021. Ce recul a concerné aussi bien les maturités à court terme (-955 M.DH ou -3,3% pour revenir à 28,1 MM.DH, soit 48,7% du total contre 45,4% en 2021) que les maturités à long terme (-6,7 MM.DH ou -35,6%, revenant ainsi à 12,2 MM.DH, soit 21,0% du total contre 29,5%). Par contre, les maturités à moyen terme ont progressé de +1,4 MM.DH ou +8,8%, pour atteindre 17,5 MM.DH (30,2% du total contre 25,1%).

Compte tenu de la hausse de +2,9 MM.DH ou +6,7% des remboursements qui ont atteint 46,3 MM.DH et des autres éléments de la dette intérieure, l'encours de cette dernière s'est établi à 695,7 MM.DH à fin mai 2022, en hausse de +14,2 MM.DH ou +2,2% par rapport à fin décembre 2021 contre +22 MM.DH ou +2,4%.

## Stabilité de la durée de vie de la dette intérieure du Trésor

Au terme des cinq premiers mois de l'année 2022, la durée de vie moyenne de la dette intérieure s'est maintenue au même niveau qu'à fin 2021, soit à 6 ans et 4 mois.



Source : Direction du Trésor et des Finances Extérieures

## Resserrement des conditions de financement du Trésor

La tendance haussière de l'évolution des taux appliqués sur le marché primaire des Bons du Trésor (BdT) entamée depuis le début de l'année 2022 s'est poursuivie au cours du mois de mai. Cette progression a concerné les BDT à 5 ans qui ont connu la plus forte hausse avec +36 pbs pour atteindre 2,32%, suivis des BDT à 52 semaines (+26 pbs /1,76%), des BDT à 2 ans (+25 pbs /1,93%), des BDT à 26 semaines (+22 pbs /1,64%) et des BDT à 13 semaines (+19 pbs /1,51%).

## Poursuite de la gestion active de la dette intérieure

En matière de gestion active de la dette intérieure et en vue de réajuster son profil, le Trésor a procédé à des opérations d'échange de bons portant sur un montant global de 8,6 MM.DH à fin mai 2022 contre 10,2 MM.DH.

Evolution des TMP sur le MAVT -En %-



Rachat et Echanges de BdT -En M.DH-

Maturités	Echanges	
	Remboursés	Emis
52 sem	2 036,6	-
2 ans	1 739,3	-
5 ans	2 297,1	4 475,5
10 ans	2 532,9	3 548,3
15 ans	-	842,6
<b>Total</b>	<b>8 605,9</b>	<b>8 866,4</b>

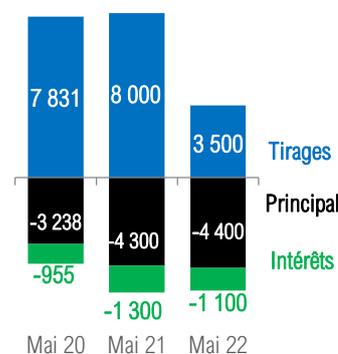
Source : Direction du Trésor et des Finances Extérieures

## Baisse des tirages de la dette extérieure du Trésor

La situation des emprunts extérieurs du Trésor a dégagé un flux net négatif (tirages - amortissements) de -900 M.DH à fin mai 2022 contre +3,7 MM.DH durant la même période un an auparavant. Dans cette évolution, les tirages se sont établis à 3,5 MM.DH contre 8 MM.DH à fin mai 2021, en baisse de -4,5 MM.DH ou -56,3%.

Pour leur part, les remboursements en principal ont enregistré une augmentation de +100 M.DH ou +2,3% par rapport à fin mai 2021, pour atteindre 4,4 MM.DH. Ainsi, le stock de la dette extérieure du Trésor s'est établi à 207,6 MM.DH, en hausse de près de +3,9 MM.DH ou +1,9% par rapport à fin décembre 2021.

Flux de la dette extérieure -En MM.DH-



Source : Direction du Trésor et des Finances Extérieures

Globalement, la dette totale du Trésor a atteint 903,3 MM.DH à fin mai 2022, en progression de +14,2 MM.DH ou +2,1% par rapport à fin 2021 contre une hausse de +22 MM.DH ou +3,5% enregistrée au terme de la même période de l'année précédente. Il est à noter que la structure de cette dette reste dominée par sa composante intérieure avec une part de 77% alors que la dette extérieure représente 23% de l'encours global de la dette.

## MONNAIE & CREDIT : Progression de la masse monétaire ...

Au terme du mois d'avril, l'agrégat M3 a enregistré une hausse de +13 MM.DH ou +0,8% par rapport à fin décembre 2021 contre +9,1 MM.DH ou +0,6% à la même période un an auparavant, pour s'établir à 1573,7 MM.DH. Cette création monétaire recouvre les éléments suivants :

- ▲ **Circulation fiduciaire (CF)** : Accélération de son rythme de progression à +11,4 MM.DH ou +3,6% contre +2,9 MM.DH ou +1% un an auparavant, dont +7,1 MM.DH pour le seul mois d'avril, en liaison avec l'accélération saisonnière des dépenses durant le mois de ramadan ;
- ▼ **Monnaie scripturale** : Repli de -3,7 MM.DH ou -0,5% contre -5,6 MM.DH ou -0,8%, recouvrant un recul des dépôts à vue auprès des banques de -6,6 MM.DH ou -0,9% contre -8 MM.DH ou -1,2% un an auparavant. De leur côté, les dépôts à vue auprès du Trésor ont affiché une reprise de +551 M.DH ou +0,8% contre -234 M.DH ou -0,4% ;
- ▲ **Comptes d'épargne auprès des banques** : Hausse de +1,9 MM.DH ou +1,1% contre +2,5 MM.DH ou +1,5% et ce, en dépit de leur faible taux de rémunération. Ceci traduit le maintien de l'attractivité de ces placements vis-à-vis des ménages au vu des avantages qu'ils présentent en termes de sécurité et de liquidité ;
- ▲ **Autres actifs monétaires** : Hausse de +3,4 MM.DH ou +1,1% contre +9,3 MM.DH ou +3,1%, recouvrant, d'une part, une consolidation des dépôts en devises (+5,3 MM.DH ou +12,6% contre +4,6 MM.DH ou +11,7%) et une reprise des valeurs données en pension (+2,5 MM.DH ou +24,5% contre -1,5 MM.DH ou -11,9%) et, de l'autre, un recul des comptes à terme et bons de caisse auprès des banques (-6,2 MM.DH ou -4,6% contre +2,3 MM.DH ou +1,7%.

La création monétaire constatée durant les quatre premiers mois de l'année 2022 est imputable aux évolutions ci-dessous :

- ▲ **Créances nettes des institutions de dépôt sur l'administration centrale** : +22,6 MM.DH ou +8,3% contre +14 MM.DH ou +5,9%. Cette évolution recouvre une accélération de la hausse du portefeuille des bons du Trésor détenus par les banques et les OPCVM monétaires (+27 MM.DH ou +12,1% contre +16,7 MM.DH ou +8,5% un an auparavant), en lien notamment avec la mobilisation de 13,7 MM.DH sur le marché des adjudications contre 15,2 MM.DH un an auparavant ;
- ▲ **Créances sur l'économie** : +9,3 MM.DH ou +0,8% contre +10,2 MM.DH ou +0,9% ;
- ▼ **Créances nettes des institutions de dépôt sur les non-résidents** : -2,2 MM.DH ou -0,7% contre -3,3 MM.DH ou -1,0%. Pour leur part, les avoirs officiels de réserves (AOR) ont marqué une atténuation de leur baisse à -1,7 MM.DH ou -0,5% contre -16,5 MM.DH ou -5,2% pour s'établir à 329,2 MM.DH.

### Hausse du crédit bancaire au secteur non financier...

La baisse constatée des créances sur l'économie recouvre, d'une part, un recul du crédit bancaire (-4,8 MM.DH ou -0,5% contre -9,0 MM.DH ou -0,9% un an auparavant) et, de l'autre, une décélération du rythme de croissance des titres (+13,6 MM.DH ou +9,4% contre +24,7 MM.DH ou +19,4%), particulièrement, ceux détenus par les banques. Compte non tenu des crédits à caractère financier, composés principalement de ceux accordés aux OPCVM autres que monétaires, qui se sont contractés de -23,8 MM.DH ou -16,7% contre -22 MM.DH ou -15,9%, l'additionnel du crédit bancaire s'est établi à +19 MM.DH ou +2,3% contre +12,9 MM.DH ou +1,6%.

### Par secteur institutionnel :

- ▲ **Secteur privé** : +14,8 MM.DH ou +1,9% contre +11,6 MM.DH ou +1,6%, reflétant d'une part, une hausse des crédits aux sociétés non financières (SNF) privées de +10,1 MM.DH ou +2,5% contre +4,3 MM.DH ou +1,1% et, d'autre part, un ralentissement de ceux destinés aux ménages à +4,9 MM.DH ou +1,3% contre +7,1 MM.DH ou +2% ;
- ▼ **SNF publiques** : -2,7 MM.DH ou -6,2% contre -1,2 MM.DH ou -2,4% ;
- ▼ **Autres sociétés financières (ASF)** : -16,5 MM.DH ou -11,6% contre -19,4 MM.DH ou -13,7%.

### Par objet économique :

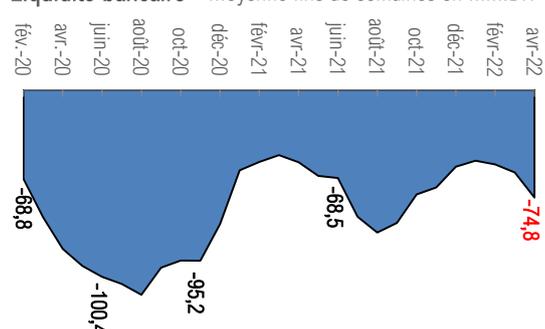
- ▲ **Crédits à l'équipement** : +4,2 MM.DH ou +2,5% contre +651 M.DH ou +0,4%, recouvrant, d'une part, une hausse des crédits octroyés aux SNF privées (+3,5 MM.DH ou +3,5% contre +3,1 MM.DH ou +3,1%) et une reprise de ceux accordés aux SNF publiques (+1,0 MM.DH ou +3,4% contre -3,8 MM.DH ou -8,9%) ;
- ▲ **Facilités de trésorerie** : +10,7 MM.DH ou +4,7% contre +8 MM.DH ou +3,9%, traduisant une accélération des concours consentis aux SNF privées (+7,4 MM.DH ou +3,9% contre +4,3 MM.DH ou +2,5%) et un ralentissement des facilités octroyées aux ménages (+478 M.DH ou +2% contre +904 M.DH ou +4,2%) et aux SNF publiques (+326 M.DH ou +5,5% contre +1,1 MM.DH ou +20,1%) ;
- ▲ **Crédits immobiliers** : +2 MM.DH ou +0,7% contre +2,3 MM.DH ou +0,8%, recouvrant (i) un ralentissement des concours alloués à l'habitat à +2,1 MM.DH ou +0,9% contre +5,3 MM.DH ou +2,4% (dont +961 M.DH ou +6% au titre du financement participatif contre +1,5 MM.DH ou +13,3%) et (ii) une contraction des crédits destinés à la promotion immobilière de -1,5 MM.DH ou -2,7% contre -4,4 MM.DH ou -7,4% ;
- ▲ **Crédits à la consommation** : +741 M.DH ou +1,3% contre +836 M.DH ou +1,5% ;
- ▲ **Créances en souffrance (CES)** : +1,2 MM.DH ou +1,4% contre +1,4 MM.DH ou +1,8% un an auparavant, pour se chiffrer à 86 MM.DH. En conséquence, le taux de défaut ressort à 8,8% contre 8,6% en décembre 2021. Cette évolution recouvre une atténuation des CES aussi bien des SNF privées (+361 M.DH ou +0,8% contre +1,1 MM.DH ou +2,4%) que des ménages (+361 M.DH ou +1% contre +437 M.DH ou +1,3%).

### Creusement des besoins de trésoreries bancaires ...

Après s'être allégé de 23,2 MM.DH globalement sur la période allant du mois de septembre 2021 à janvier 2022, le déficit de liquidité a poursuivi en avril 2022 son creusement, pour le troisième mois consécutif, de 8,1 MM.DH pour s'établir à 74,8 MM.DH en moyenne mensuelle.

Dans ce contexte et afin de maintenir l'évolution du TMP interbancaire, l'objectif opérationnel de BAM, à des niveaux proches du taux directeur, BAM a augmenté le volume de ses interventions sur le marché monétaire de +6,6 MM.DH pour le porter à 84,2 MM.DH en moyenne du mois d'avril.

Liquidité bancaire - Moyenne fins de semaines en MM.DH-



Source: Bank Al-Maghrib

Ce montant, qui a largement couvert les besoins de trésoreries des banques, a été couvert à hauteur de :

- 49,9% par les avances à 7 jours sur appel d'offres : 42 MM.DH en moyenne du mois d'avril contre 35,4 MM.DH le mois précédent ;
- 25,6% par les opérations de pension livrée : 21,5 MM.DH en moyenne, soit le même montant un mois auparavant ;
- 24,5% par les prêts garantis au titre du programme de soutien au financement de la TPME : 20,6 MM.DH en moyenne.

### Evolution contrastée des taux d'intérêts ...

L'évolution des taux d'intérêt à fin avril traduit ce qui suit :

- **TMP interbancaire au jour le jour** : Poursuite de l'alignement sur le taux directeur, abaissé à deux reprises en avril et juin 2020 de 75 pbs globalement à 1,5% ;
- **Taux créditeurs** : Repli des TMP des dépôts à 6 mois de 15 pbs à fin avril 2022 pour revenir à 2,04% / Hausse des TMP des dépôts à 12 mois de 9 pbs pour ressortir à 2,62% ;
- **Taux débiteurs** : Repli du taux moyen global de 16 pbs au T1-22 pour s'établir à 4,28% ;

**Par objet économique**, cette évolution traduit des baisses des taux assortissant les prêts à l'équipement (-26 pbs à 4,30%), les crédits immobiliers (-22 pbs à 4,60%) et les facilités de trésorerie (-21 pbs à 3,90%). En revanche, le taux appliqué aux crédits à la consommation a affiché une hausse de 3 pbs pour s'établir à 6,50%.

**Par secteur institutionnel**, le taux assortissant les crédits alloués aux SNF privées s'est contracté de 28 pbs pour s'établir à 4,02%, reflétant un repli de 36 pbs à 3,65% pour les grandes entreprises (GA) et une baisse de 3 pbs à 4,85% pour les TPME. Pour sa part, le taux appliqué aux crédits aux particuliers a augmenté de 7 pbs à 5,23%.

## **BOURSE : Repli du marché boursier marocain...**

A l'instar des places financières internationales, la bourse de Casablanca a affiché un repli de son activité en mai dans un contexte économique incertain et tendu, comme en témoigne la baisse mensuelle de ses deux indices phares de -6,1% pour le MASI et -6,5% pour le MSI 20, ramenant leurs contreperformances constatées depuis fin 2021 à -7,6% et -8,3% respectivement.

Pour sa part, le volume global des transactions s'est replié de -6,2 MM.DH ou -28,1% à fin mai par rapport à la même période de l'année précédente, pour s'établir à 15,9 MM.DH. Ce recul recouvre, d'un côté, une augmentation des transactions effectuées sur le marché central de +1,9 MM.DH ou +16,5% et, de l'autre, des baisses de celles réalisées sur le marché de bloc de -2,2 MM.DH ou -72,8% et des opérations d'apports de titres de -6,2 MM.DH ou -99,5%.

Parallèlement, la capitalisation boursière s'est contractée de -45,8 MM.DH ou -6,6% par rapport à fin 2021, pour revenir à 645 MM.DH en mai 2022. Cette baisse a concerné particulièrement les secteurs des « télécommunications » (-10,6%), des « distributeurs » (-7,9%), des « Banques » (-8,4%) et de « l'industrie » (-4%).

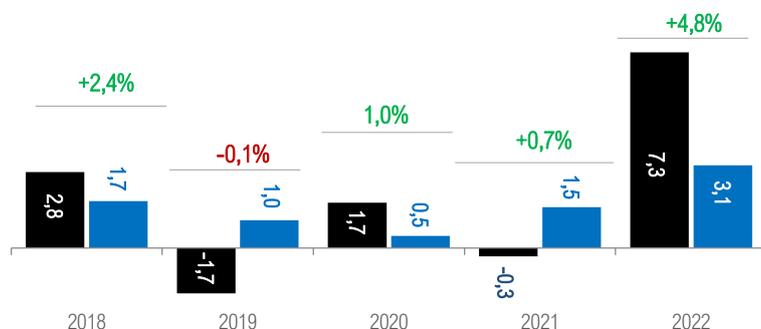
## **PRIX :**

### **Forte hausse du taux d'inflation**

Durant le mois de mai 2022, l'indice des prix à la consommation a affiché une hausse de +0,3%, recouvrant une augmentation de +0,6% des prix des produits non alimentaires et une baisse de -0,2% de ceux des produits alimentaires. Les replis des prix des produits alimentaires observés en mai ont concerné principalement les « légumes » avec -8%, les « fruits » avec -6%, les « poissons et fruits de mer » avec -5,6% et le « lait, fromage et œufs » avec -0,3%.

En moyenne des cinq premiers mois de l'année 2022, le taux d'inflation s'est établi à +4,8% contre +0,7% un an auparavant, son plus haut niveau depuis 28 ans. Cette évolution recouvre une hausse des prix des produits alimentaires de +7,3% au lieu de -0,3% un an auparavant et, dans une moindre mesure, de celle des prix des produits non alimentaires de +3,1% après +1,5% un an auparavant. De son côté, l'inflation sous-jacente s'est accélérée à +4,8%, en moyenne des cinq premiers mois de l'année 2022, contre +0,7% un an auparavant.

Taux d'inflation : Alimentaire / Non Alimentaire- Moyenne 5 mois en % -



Source : Haut-commissariat au Plan

### **Recul du nombre de transactions immobilières**

Au T1-22, les prix des actifs immobiliers se sont inscrits en baisse de -4,9% par rapport au T1-21. Cette évolution résulte des diminutions de -5,8% des prix des actifs résidentiels, de -8,6% des prix des biens à usage professionnel et de -2,9% de prix des terrains.

De son côté, le volume de transactions a enregistré un recul de -9,3% au T1-22 par rapport au T1-21. Cette baisse a été relevée au niveau de l'ensemble des catégories de biens, en l'occurrence les actifs résidentiels (-6,6%), les terrains (-15,7%) et les biens à usage professionnel (-11,9%).

### ACTIVITE ET EMPLOI : Baisse du taux de chômage...

Entre le T1-21 et le T1-22, le taux d'activité au niveau national s'est établi à 44,5%, en baisse de 1 point, résultant des replis de 1,8 point en milieu rural à 49,3% et de 0,7 point en milieu urbain à 41,9%.

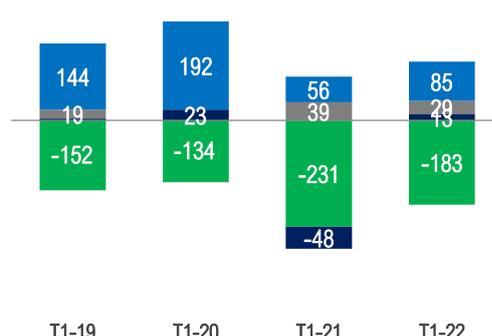
Au niveau de l'emploi, l'économie nationale a créé 40 mille postes d'emploi rémunérés, recouvrant une création de 108 mille en milieu urbain et une perte de 68 mille en milieu rural. En revanche, l'emploi non rémunéré a régressé de 98 mille postes, résultat d'une perte de 80 mille postes en zones rurales et de 18 mille en zones urbaines. Ainsi, le volume de l'emploi a baissé de 58 mille postes au niveau national entre T1-21 et T1-22, recouvrant une destruction de 148 mille postes en milieu rural et une création de 90 mille postes en milieu urbain.

Au niveau sectoriel, et à l'exception du secteur de « l'agriculture, forêt et pêche » qui a perdu 183 mille postes, les autres secteurs ont connu tous des hausses des emplois créés. En effet, le secteur de « l'industrie y compris l'artisanat » a créé 13 mille postes, dont 45,4% constitués des activités artisanales. De même, le secteur des « services » a affiché une création de 85 mille postes, recouvrant une hausse de 110 mille en milieu urbain et une baisse de 25 mille en milieu rural. Le secteur des « BTP » a créé, également, 29 mille postes, réalisés exclusivement dans les villes.

Création nette d'emplois - En milliers -  
Selon le milieu de résidence **Urbain** | **Rural** | **Total**



Par secteur d'activité économique  
**Agriculture** | **Industrie** | **BTP** | **Services**

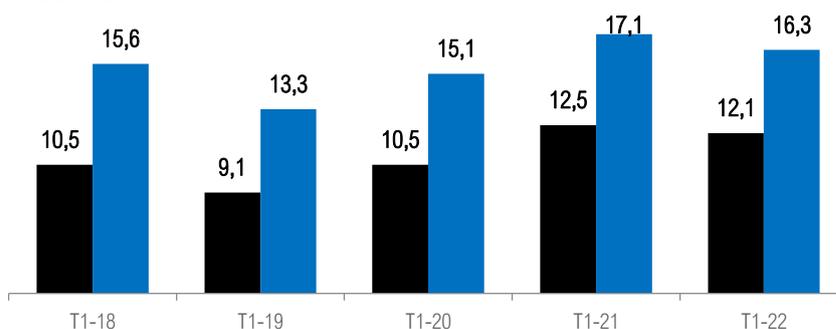


Pour ce qui est du nombre de chômeurs, il a reculé de 68 mille personnes entre le T1-21 et T1-22, passant de 1.534 mille à 1.466 mille. Cette évolution est le résultat de la baisse enregistrée à la fois en milieu urbain (52 mille) qu'en milieu rural (16 mille). Ainsi, le taux de chômage a diminué de 0,4 point au niveau national, passant de 12,5% à 12,1%.

Par milieu de résidence, ce taux s'est replié de 0,8 point dans les villes pour revenir à 16,3%, tiré par le repli du chômage notamment parmi les jeunes âgés entre 25 et 34 ans (-0,9 point à 25%) et les diplômés (-0,9 point à 20,8%).

En zones rurales, le taux de chômage a baissé de 0,2 points pour s'établir à 5,1% suite au repli du chômage notamment parmi les jeunes âgés entre 15 et 24 ans (-1,5 point à 16,5%) et les diplômés (-0,6 point à 12%).

Taux de chômage : **National** | **Urbain** - En % -



Source : Haut-commissariat au Plan

En ce qui concerne le taux de sous-emploi, il est resté stable à 9,2%, recouvrant une augmentation de 1 point dans les campagnes à 10,6% et une baisse de 0,7 point dans les villes à 8,3%.

# ANNEXES STATISTIQUES

**An 1 : PRINCIPAUX INDICATEURS ECONOMIQUES ET FINANCIERS**

SECTEUR REEL	Avr 20	Avr 21	Avr 22	Avr 21/20		Avr 22/21	
<b>PECHE</b>							
Produits de la pêche côtière (Tonnes)	-	343 410	310 355	-	-	-33 055	-9,6%
Produits de la pêche côtière (M.DH)	-	3 276 161	3 480 159	-	-	203 998	6,2%
<b>MINES (en 1000 tonnes) (Mars)</b>							
Phosphates	8 295	8 841	7 867	546	6,6%	-974	-11,0%
Dérivés de Phosphate	4 203	4 471	4 268	269	6,4%	-204	-4,6%
<b>ENERGIE (GWH)</b>							
Consommation d'électricité	9 430	9 932	10 194	503	5,3%	261	2,6%
Energie totale appelée	11 932	12 480	13 063	548	4,6%	583	4,7%
<b>INDUSTRIE</b>							
Taux d'utilisation des capacités de production	61,5%	71,5%	71,0%	10,0	pts	-0,5	pt
<b>B.T.P (Mai)</b>							
Ventes de ciment (1000 T)	4 343	5 446	5 276	1 103	25,4%	-170	-3,1%
<b>TOURISME</b>							
Total des arrivées (en millier) (avril)	1 966	460	1 450	-1 506	-76,6%	990	215,2%
Nuitées touristiques (avril)	7982	1556	2900	-6423	-80,5%	1341	86%
<b>MONNAIE ET CREDIT (M.DH)</b>				<b>Avr 21/ Déc 20</b>		<b>Avr 22/ Déc 21</b>	
Monnaie fiduciaire	278 481	303 506	331 508	2 880	1,0%	11 396	3,6%
Monnaie scripturale	652 065	713 172	763 000	-5 585	-0,8%	-3 722	-0,5%
Placements à vue	167 162	171 836	176 061	2 464	2,5%	1 906	1,1%
Autres actifs monétaires	292 863	305 682	303 187	9 319	3,1%	3 406	1,1%
Masse monétaire M3	1 390 571	1 494 196	1 573 756	9 078	0,6%	12 986	0,8%
Créances nettes des ID sur les non-résidents	273 080	313 205	314 716	-3 314	-1,0%	-2 162	-0,7%
Créances sur l'économie	1 098 362	1 141 845	1 186 152	10 174	0,9%	9 268	0,8%
dont Crédits bancaires à l'économie	921 708	949 983	980 651	-9 023	-0,9%	-4 825	-0,5%
<b>FINANCES PUBLIQUES (M.DH)</b>	<b>Mai 20</b>	<b>Mai 21</b>	<b>Mai 22</b>	<b>Mai 21/ Déc20</b>		<b>Mai 22/ Déc 21</b>	
<b>Recettes ordinaires</b>	<b>86 319</b>	<b>93 283</b>	<b>118 384</b>	<b>6 964</b>	<b>8,1%</b>	<b>25 101</b>	<b>26,9%</b>
<b>Recettes fiscales</b>	<b>79 250</b>	<b>86 461</b>	<b>104 220</b>	<b>7 211</b>	<b>9,1%</b>	<b>17 759</b>	<b>20,5%</b>
Impôt sur les sociétés	16 146	14 635	24 444	-1 511	-9,4%	9 809	67,0%
Impôt sur le revenu	17 994	20 676	22 071	2 682	14,9%	1 395	6,7%
Taxe sur la valeur ajoutée	32 380	38 706	42 857	6 326	19,5%	4 151	10,7%
Taxes intérieures à la consommation	14 031	16 905	21 998	2 875	20,5%	5 093	30,1%
Droits de douane	3 653	4 589	5 493	935	25,6%	904	19,7%
Enregistrement et timbre	6 479	7 243	8 455	764	11,8%	1 212	16,7%
<b>Dépenses ordinaires</b>	<b>102 471</b>	<b>103 172</b>	<b>120 473</b>	<b>701</b>	<b>0,7%</b>	<b>17 301</b>	<b>16,8%</b>
Personnel	55 845	58 761	62 103	2 916	5,2%	3 342	5,7%
Autres biens et services	29 497	26 502	31 087	-2 995	-10,2%	4 585	17,3%
Intérêts de la dette	10 668	10 277	10 652	-390	-3,7%	375	3,6%
Compensation	6 462	7 632	16 631	1 170	18,1%	8 999	117,9%
<b>Solde ordinaire</b>	<b>-16 152</b>	<b>-9 890</b>	<b>-2 089</b>	<b>6 263</b>	<b>-38,8%</b>	<b>7 801</b>	<b>-78,9%</b>
<b>Dépenses d'équipement</b>	<b>28 100</b>	<b>28 105</b>	<b>32 792</b>	<b>6</b>	<b>0,0%</b>	<b>4 687</b>	<b>16,7%</b>
<b>Solde global</b>	<b>-25 855</b>	<b>-24 975</b>	<b>-13 955</b>	<b>880</b>	<b>-3,4%</b>	<b>11 020</b>	<b>-44,1%</b>
<b>DETTE DU TRESOR (MM.DH)</b>	<b>Mai 20</b>	<b>Mai 21</b>	<b>Mai 22</b>	<b>Mai 21/ Déc20</b>		<b>Mai 22/ Déc 21</b>	
Dettes totales du Trésor	<b>778,2</b>	<b>858,3</b>	<b>903,3</b>	<b>25,7</b>	<b>3,1%</b>	<b>18,1</b>	<b>2,0%</b>
Dettes extérieures	166,1	203,4	207,6	3,7	1,9%	3,9	1,9%
Dettes intérieures	612,1	654,9	695,7	22,0	3,5%	14,2	2,1%
<b>ECHANGES EXTERIEURS (M.DH)</b>	<b>Avr 20</b>	<b>Avr 21</b>	<b>Avr 22</b>	<b>Avr 21/20</b>		<b>Avr 22/21</b>	
<b>Importations</b>	<b>149 444</b>	<b>166 983</b>	<b>230 052</b>	<b>17 539</b>	<b>11,7%</b>	<b>63 069</b>	<b>37,8%</b>
Facture énergétique	20 206	20 259	43 789	53	0,3%	23 530	116,1%
Blé	6 462	6 954	8 066	492	7,6%	1 112	16,0%
Hors énergie	129 238	146 723	186 263	17 486	13,5%	39 540	26,9%
<b>Exportations</b>	<b>83 895</b>	<b>103 596</b>	<b>139 014</b>	<b>19 701</b>	<b>23,5%</b>	<b>35 418</b>	<b>34,2%</b>
Phosphates et dérivés	15 544	13 951	36 140	-1 594	-10,3%	22 190	159,1%
Hors Phosphates et dérivés	68 351	89 645	102 874	21 294	31,2%	13 228	14,8%
Textile et cuir	8 851	10 878	14 535	2 027	22,9%	3 657	33,6%
Composants automobiles	18 155	28 344	31 990	10 189	56,1%	3 646	12,9%
Aéronautique	5 011	4 494	7 375	-517	-10,3%	2 881	64,1%
<b>Déficit commercial</b>	<b>-65 549</b>	<b>-63 387</b>	<b>-91 038</b>	<b>2 162</b>	<b>-3,3%</b>	<b>-27 651</b>	<b>43,6%</b>
Taux de couverture	56,1	62,0	60,4	5,9		-1,6	
<b>Recettes Voyages</b>	<b>18 779</b>	<b>6 549</b>	<b>14 623</b>	<b>-12 230</b>	<b>-65,1%</b>	<b>8 074</b>	<b>123,3%</b>
<b>Recettes M.R.E</b>	<b>19 845</b>	<b>29 037</b>	<b>30 562</b>	<b>9 192</b>	<b>46,3%</b>	<b>1 525</b>	<b>5,3%</b>
<b>Recettes IDE</b>	<b>8 551</b>	<b>10 539</b>	<b>9 800</b>	<b>1 988</b>	<b>23,2%</b>	<b>-739</b>	<b>-7,0%</b>

**An 1 : PRINCIPAUX INDICATEURS ECONOMIQUES ET FINANCIERS (suite) - Source : HCP-**

<b>EMPLOI ET CHÔMAGE</b>	<b>T1-20</b>	<b>T1-21</b>	<b>T1-22</b>
Création d'emploi	77 000	-202 000	-58 000
Taux de chômage	11,9%	12,5%	12,1%
Milieu urbain	15,8%	17,1%	16,3%
Chômage des jeunes (25-34 ans)	23,9%	25,9%	25,0%
Chômage des diplômés	19,9%	21,7%	20,8%
<b>PRIX</b> <small>moyenne Jan ...</small>	<b>Mai 20</b>	<b>Mai 21</b>	<b>Mai 22</b>
<b>Inflation</b>	1,0%	0,7%	4,8%
dont Produits alimentaires	1,7%	-0,3%	7,3%
Produits non alimentaires	0,5%	1,5%	3,1%

**An 2 : CONJONCTURE INTERNATIONALE - Source : FMI /EUROSTAT /Bloomberg / BCE / BAM –**

<b>PRODUIT INTERIEUR BRUT -en %</b>								
<b>Pays</b>	<b>2014</b>	<b>2015</b>	<b>2016</b>	<b>2017</b>	<b>2018</b>	<b>2019</b>	<b>2020*</b>	<b>2021*</b>
Etats-Unis	2,4	2,6	1,5	2,2	2,9	2,2	-3,5	6,4
Japon	0,0	1,1	1,0	1,9	0,8	0,3	-4,8	3,3
Zone Euro	1,1	2,0	1,8	2,4	1,9	1,3	-6,6	4,4
France	0,6	1,1	1,1	2,3	1,7	1,5	-8,2	5,8
Allemagne	1,6	1,5	1,9	2,2	1,4	0,6	-4,9	3,6
Italie	-0,3	0,8	0,9	1,7	0,9	0,3	-8,9	4,2
Espagne	1,4	3,2	3,3	3,0	2,6	2,0	-11,0	6,4
Pays en développement	4,7	4,3	4,5	4,8	4,5	3,6	-2,2	6,7
<b>Pays</b>	Par rapport au trimestre précédent -en %-				Par rapport au même trimestre de l'année n-1 -en %-			
	<b>T2-21</b>	<b>T3-21</b>	<b>T4-21</b>	<b>T1-22</b>	<b>T2-21</b>	<b>T3-21</b>	<b>T4-21</b>	<b>T1-22</b>
Etats-Unis	1,6	0,6	1,7	-0,4	12,2	4,9	5,5	3,5
Zone Euro	2,2	2,3	0,2	0,6	14,7	4,0	4,7	5,4
France	1,0	3,2	0,4	-0,2	19,2	3,0	4,9	4,5
Allemagne	2,2	1,7	-0,3	0,2	10,4	2,9	1,8	3,8
Italie	2,7	2,6	0,7	0,1	17,5	4,0	6,4	6,2
Espagne	1,1	2,6	2,2	0,3	17,8	3,5	5,5	6,4
<b>Pays</b>	<b>TAUX D'INFLATION -en %, Glissement annuel-</b>				<b>TAUX DE CHOMAGE -en %</b>			
	<b>Déc 20</b>	<b>Déc 21</b>	<b>Avr 22</b>	<b>Mai 22</b>	<b>Déc 20</b>	<b>Dec 21</b>	<b>Mars 22</b>	<b>Avr 22</b>
Etats-Unis	1,4	8,1	2,6	4,2	6,7	3,9	6,0	6,2
Zone Euro	-0,3	5,0	7,4	8,1	8,2	7,0	6,8	6,8
France	0,0	3,4	5,4	5,8	7,8	7,5	7,3	7,2
Allemagne	-0,7	5,7	7,8	8,7	4,0	3,2	3,0	3,0
Espagne	-0,6	6,6	8,3	8,5	16,3	13,4	13,5	13,3
<b>MATIERES PREMIERES</b>	<b>Dec 20</b>	<b>Déc 21</b>	<b>Avr 22</b>	<b>Mai 22</b>	<b>Mai 22/Avr 22</b>		<b>Mai 22/Déc 21</b>	
Pétrole (/bl)	50	74	105	113	7,0%		52,2%	
Gasoil NWE (\$/t)	417	646	1115	1144	2,6%		77,0%	
Butane (\$/t)	519	719	869	850	-2,2%		18,2%	
Blé tendre Fr (\$/t)	264	328	433	443	2,2%		34,9%	
Blé tendre US (\$/t)	269	377	495	522	5,5%		38,5%	
Sucre brut Ny (\$/t)	349	433	463	466	0,7%		7,6%	
Plomb (\$/t)	1948	2302	2380	2142	-10,0%		-6,9%	
<b>INDICES BOURSIERS</b>	<b>Déc 20</b>	<b>Déc 21</b>	<b>Avr 22</b>	<b>Mai 22</b>	<b>Mai 22/Avr 22</b>		<b>Mai 22/Déc 21</b>	
NASDAQ	12619	15474	13394	11830	-11,7%		-23,6%	
S&P 498	3695	4675	4391	4041	-8,0%		-13,6%	
CAC38	5547	6999	6558	6342	-3,3%		-9,4%	
MSCI Emerging Market	1256	1223	1103	1033	-6,4%		-15,6%	
<b>TAUX DE CHANGE</b>	<b>Déc 20</b>	<b>Déc21</b>	<b>Avr 22</b>	<b>Mai 22</b>	<b>Mai 22/vr 22</b>		<b>Mai 22/Déc 21</b>	
Euro/Dollar	1,217	1,130	1,082	1,058	-2,2%		-6,4%	
Euro/Dirham	10,910	10,460	10,625	10,582	-0,4%		1,2%	
Dollar/Dirham	8,968	9,254	9,822	10,000	1,8%		8,1%	

\* Prévisions du FMI : Avril 2021

**An 3: PIB AUX PRIX DE L'ANNEE PRECEDENTE PAR BRANCHE D'ACTIVITE en % - Source : HCP -**

	2019				2020				2021			
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4
<b>Agriculture</b>	<b>-5,7%</b>	<b>-6,1%</b>	<b>-5,8%</b>	<b>-5,6%</b>	<b>-5,9%</b>	<b>-7,6%</b>	<b>-10,3%</b>	<b>-10,7%</b>	<b>20,5%</b>	<b>18,6%</b>	<b>17,7%</b>	<b>18,9%</b>
Pêche	19,0%	9,4%	0,7%	4,1%	11,6%	10,5%	17,3%	11,5%	1,0%	57,9%	-16,7%	40,7%
Industrie d'extraction	5,4%	-1,1%	2,3%	3,0%	-0,5%	7,8%	4,2%	8,8%	5,2%	-1,1%	5,5%	-2,0%
Industrie de transformation	3,0%	3,1%	2,4%	2,6%	1,6%	-20,8%	-3,1%	0,9%	1,6%	22,8%	4,0%	5,5%
Electricité et eau	21,8%	19,1%	9,7%	3,4%	-2,6%	-11,5%	1,6%	0,2%	0,6%	15,5%	3,8%	6,9%
Bâtiment et travaux publics	2,0%	1,8%	1,8%	2,3%	5,8%	-12,4%	-6,7%	-1,9%	0,2%	21,9%	17,6%	6,4%
Commerce	3,0%	2,5%	2,1%	2,0%	0,6%	-25,5%	-10,7%	-7,2%	-0,5%	30,2%	12,0%	11,8%
Hôtels et restaurants	2,9%	4,3%	4,3%	3,3%	-7,6%	-90,6%	-65,8%	-57,7%	-50,3%	82,1%	70,2%	44,0%
Transports	6,2%	6,7%	7,3%	6,4%	-8,2%	-60,4%	-36,3%	-22,8%	-10,9%	42,5%	13,7%	5,5%
Postes et télécommunications	3,6%	1,6%	1,5%	2,8%	0,0%	-2,7%	-4,0%	-1,0%	-4,0%	-2,0%	-1,1%	-2,0%
Activités financières et assurances	4,7%	4,4%	3,9%	3,0%	1,0%	-0,1%	-1,2%	-2,2%	-3,2%	0,2%	0,1%	-1,9%
Services rendus aux Ent. et services Pers.	5,4%	4,9%	4,7%	4,5%	6,3%	-8,5%	-2,5%	-1,4%	0,6%	16,8%	4,5%	2,4%
Adm. publique générale et sécurité sociale	4,1%	4,6%	5,2%	6,0%	4,6%	4,0%	2,8%	-2,1%	2,1%	2,9%	5,2%	5,4%
Education, santé et action sociale	1,6%	2,0%	2,8%	3,2%	0,8%	2,7%	3,4%	-2,2%	1,0%	1,9%	2,8%	3,0%
Impôts sur les produits nets des subventions	2,6%	2,0%	2,1%	1,2%	1,5%	-17,7%	-8,1%	-8,0%	-0,4%	14,5%	7,7%	3,0%
<b>PIB en volume</b>	<b>3,1%</b>	<b>2,6%</b>	<b>2,4%</b>	<b>2,3%</b>	<b>0,9%</b>	<b>-14,2%</b>	<b>-6,7%</b>	<b>-5,1%</b>	<b>1,0%</b>	<b>15,2%</b>	<b>7,8%</b>	<b>6,6%</b>
<b>PIB en valeur</b>	<b>4,5%</b>	<b>4,6%</b>	<b>3,4%</b>	<b>3,4%</b>	<b>1,7%</b>	<b>-14,6%</b>	<b>-5,7%</b>	<b>-3,3%</b>	<b>1,8%</b>	<b>16,8%</b>	<b>10,9%</b>	<b>9,7%</b>
<b>PIB hors agriculture</b>	<b>4,2%</b>	<b>3,7%</b>	<b>3,5%</b>	<b>3,3%</b>	<b>1,7%</b>	<b>-15,0%</b>	<b>-6,2%</b>	<b>-4,4%</b>	<b>-1,3%</b>	<b>14,8%</b>	<b>6,6%</b>	<b>5,2%</b>

**An 4: INDICATEURS DU CHÔMAGE ET D'EMPLOI - Source : HCP -**

	T1						22/21		
	2021			2022			Urbain	Rural	Ens.
	Urbain	Rural	Ens.	Urbain	Rural	Ens.			
<b>POPULATION (en millier)</b>									
<b>Population active (15 et plus)</b>	<b>7 504</b>	<b>4 785</b>	<b>12 289</b>	<b>7 542</b>	<b>4 621</b>	<b>12 163</b>	<b>38</b>	<b>-164</b>	<b>-126</b>
Taux de féminisation de la population active	22,9	24,7	23,6	22,3	23,8	22,9	-0,6	-0,9	-0,7
Taux d'activité	42,6	51,1	45,5	41,9	49,3	44,5	-0,7	-1,8	-1,0
<b>Selon le sexe</b>									
Hommes	67,7	76,1	70,7	67,7	76,1	70,7	0,0	0,0	0,0
Femmes	19,0	25,6	21,2	19,0	25,6	21,2	0,0	0,0	0,0
<b>Selon l'âge</b>									
11 -24 ans	21,0	28,4	24,0	20,5	26,0	22,7	-0,5	-2,4	-1,3
21 -34 ans	59,6	60,4	59,9	59,4	60,8	59,8	-0,2	0,4	-0,1
31 -44 ans	58,0	66,7	60,8	56,8	65,1	59,5	-1,2	-1,6	-1,3
41 ans et plus	36,4	54,2	42,4	35,6	51,5	40,9	-0,8	-2,7	-1,5
<b>Selon le diplôme</b>									
Sans diplôme	35,6	54,2	44,3	34,5	52,0	42,6	-1,1	-2,2	-1,7
Ayant un diplôme	47,5	44,3	46,8	47,1	43,7	46,3	-0,4	-0,6	-0,5
<b>Population active occupée</b>	<b>6223</b>	<b>4532</b>	<b>10755</b>	<b>6313</b>	<b>4385</b>	<b>10697</b>	<b>90</b>	<b>-147</b>	<b>-58</b>
<b>Taux d'emploi</b>	<b>35,3</b>	<b>48,4</b>	<b>39,9</b>	<b>35,1</b>	<b>46,8</b>	<b>39,1</b>	<b>-0,2</b>	<b>-1,6</b>	<b>-0,8</b>
Part de l'emploi rémunéré dans l'emploi total	97,2	69,9	85,7	97,5	70,7	86,5	0,3	0,8	0,8
Salariés	66,2	42,0	57,8	66,9	45,4	59,7	0,7	3,4	1,9
Auto-employés	33,8	58,0	42,2	33,1	54,6	40,3	-0,7	-3,4	-1,9
<b>Population active occupée sous employée</b>	<b>552</b>	<b>435</b>	<b>988</b>	<b>521</b>	<b>466</b>	<b>987</b>	<b>-31</b>	<b>31</b>	<b>-1</b>
<b>Taux de sous-emploi</b>	<b>8,9</b>	<b>9,6</b>	<b>9,2</b>	<b>8,3</b>	<b>10,6</b>	<b>9,2</b>	<b>-0,6</b>	<b>1,0</b>	<b>0,0</b>
<b>Population active en chômage</b>	<b>1281</b>	<b>253</b>	<b>1534</b>	<b>1229</b>	<b>237</b>	<b>1466</b>	<b>-52</b>	<b>-16</b>	<b>-68</b>
Taux de féminisation	35,5	21,2	33,2	36,1	16,4	32,9	0,6	-4,8	-0,3
<b>Taux de chômage</b>	<b>17,1</b>	<b>5,3</b>	<b>12,5</b>	<b>16,3</b>	<b>5,1</b>	<b>12,1</b>	<b>-0,8</b>	<b>-0,2</b>	<b>-0,4</b>
<b>Selon le sexe</b>									
Hommes	14,3	5,5	10,9	13,4	5,6	10,5	-0,9	0,1	-0,4
Femmes	26,4	4,5	17,5	26,3	3,5	17,3	-0,1	-1,0	-0,2
<b>Selon l'âge</b>									
15-24 ans	45,6	18,0	32,5	47,7	16,5	33,4	2,1	-1,5	0,9
25-34 ans	25,9	6,8	19,6	25,0	7,1	19,2	-0,9	0,3	-0,4
35-44 ans	10,0	2,7	7,4	8,6	2,7	6,5	-1,4	0,0	-0,9
45 ans et plus	5,9	1,4	3,9	5,2	1,4	3,6	-0,7	0,0	-0,3
<b>Selon le diplôme</b>									
Sans diplôme	8,4	2,5	5,0	7,5	2,3	4,6	-0,9	-0,2	-0,4
Ayant un diplôme	21,7	12,6	19,8	20,8	12,0	18,9	-0,9	-0,6	-0,9

**An 5: SECTEUR AGRICOLE** - Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche Maritime / EACCE / Secrétariat d'Etat chargé de l'Eau

	2016/17	2017/18	2018/19	2019/20	2021/20	2022/21	Var 22/21
<b>Situation des barrages (au 31 mai 2022)</b>							
Réserves en eau (Milliards M3)	5,4	10,6	9,2	7,7	8,1	5,3	-34,6%
Taux de remplissage	35,3	69,7	59,1	49,7	50,0	32,9	-34,2%
<b>Céréales d'automne</b>	<b>101,0</b>	<b>102,0</b>	<b>51,8</b>	<b>32,1</b>	<b>103,2</b>	<b>32,0</b>	<b>-69,0%</b>
Blé dur	23,0	24,0	13,4	7,9	50,6	17,6	-65,2%
Blé tendre	49,0	49,0	26,8	17,7	24,8	7,5	-69,8%
Orge	29,0	29,0	11,6	6,4	27,8	6,9	-75,2%

**An 6: PRODUITS DE LA PECHE COTIERE ET ARTISANALE** - Source : Office National des Pêches -

<i>Poids en Tonnes / Valeur en KDH</i>	Avril 21		Avril 22		Variation	
	Poids	Valeur	Poids	Valeur	Poids	Valeur
<b>Total Général</b>	<b>343 410</b>	<b>3 276 161</b>	<b>310 355</b>	<b>3 480 159</b>	<b>-9,6%</b>	<b>6,2%</b>
<b>Débarquements par port</b>						
Méditerranée	7 982	260 462	6 879	233 687	-13,8%	-10,3%
Atlantique	335 428	3 015 699	303 476	3 246 472	-9,5%	7,7%
<b>Débarquements par espèce</b>						
Poissons blancs	28 947	499 439	26 808	517 189	-7,4%	3,6%
Poissons pélagiques	273 447	849 776	246 132	786 193	-10,0%	-7,5%
Céphalopodes	30 572	1 799 311	31 715	2 044 642	3,7%	13,6%
Crustacés et coquillages	2 159	94 554	2 643	121 496	22,4%	28,5%
Algues	8 285	33 081	3 057	10 639	-63,1%	-67,8%

**An 7: PRODUCTION DE PHOSPHATES ET DE PRODUITS DERIVES** - Source : OCP / Office des changes -

<i>Production marchande en 1000 Tonnes</i>	Mars 20	Mars 21	Mars 22	Mars 21/20		Mars 22/21	
Phosphates bruts	8 295	8 841	7 867	546	6,6%	-974	-11,0%
Dérivés de phosphate	4 203	4 471	4 268	269	6,4%	-204	-4,6%

**An 8: CONSOMMATION DU CIMENT** - Source : Ministère de l'habitat et de la politique de la ville -

<i>En 1000 Tonnes</i>	Mai 20	Mai 21	Mai 22	Mai 21/20		Mai 22/21	
<b>Consommation nationale</b>	<b>4 343</b>	<b>5 446</b>	<b>5 276</b>	<b>1 103</b>	<b>25,4</b>	<b>-170</b>	<b>-3,1</b>

**An 9: PRODUCTION D'ELECTRICITE** - Source : Office National de l'Electricité et de l'Eau Potable -

	Avril 20	Avril 21	Avril 22	Avril 21/20		Avril 22/21	
<b>Énergie appelée nette (en GWh)</b>	<b>11 932</b>	<b>12 480</b>	<b>13 063</b>	<b>548</b>	<b>4,6%</b>	<b>583</b>	<b>4,7%</b>
<b>Production nette totale ONEE</b>	<b>2 367</b>	<b>2 606</b>	<b>3 284</b>	<b>239</b>	<b>10,1%</b>	<b>678</b>	<b>26,0%</b>
Hydraulique	465	410	277	-55	-11,7%	-133	-32,4%
Thermique	1 707	1 974	2 714	267	15,6%	740	37,5%
Parc éolien	189	194	219	5	2,4%	25	12,9%
Pompage STEP	-208	-179	-215	29	-13,9%	-36	20,1%
<b>Production concessionnelle</b>	<b>8 889</b>	<b>9 329</b>	<b>8 995</b>	<b>440</b>	<b>4,9%</b>	<b>-334</b>	<b>-3,6%</b>
<b>Apport des tiers</b>	<b>108</b>	<b>-24</b>	<b>96</b>	<b>-132</b>	<b>-122,3%</b>	<b>120</b>	<b>-500,0%</b>
Auto producteurs	112,6	125,0	85,0	12,4	11,0%	-40,0	-32,0%
Echanges (Algérie-Espagne)	-5,1	-149,0	11,0	-144	2829,0%	160	-107,4%
<b>Energies renouvelables</b>	<b>797</b>	<b>760</b>	<b>915</b>	<b>-37</b>	<b>-4,7%</b>	<b>155</b>	<b>20,4%</b>
<b>Consommation des auxiliaires</b>	<b>-14,2</b>	<b>-12,0</b>	<b>-12,0</b>	<b>2,2</b>	<b>-15,4%</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0%</b>

An 10: INDICE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE, ENERGETIQUE ET MINIERE - Source : HCP -

Base 100 = 2015	T1-2019	T1-2020	T1-2021	T1-20/ T1-19	T1-21/ T1-20
<b>Industries extractives</b>	<b>124,2</b>	<b>132,0</b>	<b>118,7</b>	<b>6,3%</b>	<b>-10,1%</b>
Extraction de minerais métalliques	99,9	103,5	104,7	3,6%	1,2%
Autres industries extractives	125,4	133,5	143,7	6,5%	7,6%
<b>Industries manufacturières hors raffinage de pétrole</b>	<b>113,7</b>	<b>114,7</b>	<b>112,1</b>	<b>0,9%</b>	<b>-2,3%</b>
Industries alimentaires	129,2	134,1	132,4	3,8%	-1,3%
Fabrication de boissons	82,2	80,5	81,2	-2,1%	0,9%
Fabrication de produits à base de tabac	91,1	92,4	92,8	1,4%	0,4%
Fabrication de textiles	103,8	105,3	102,9	1,4%	-2,3%
Industrie d'habillement	109,5	107,5	105,8	-1,8%	-1,6%
Industrie du cuir et de la chaussure (à l'exception de l'habillement en cuir)	71,7	75,0	76,5	4,6%	2,0%
Travail du bois et fabrication d'articles en bois et en liège	93,0	91,3	84,5	-1,8%	-7,4%
Industrie du papier et du carton	138,9	146,8	142,1	5,7%	-3,2%
Imprimerie et reproduction d'enregistrements	121,6	124,4	132,6	2,3%	6,6%
Industrie chimique	139,6	148,3	135,5	6,2%	-8,6%
Industrie pharmaceutique	129,0	129,8	142,7	0,6%	9,9%
Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique	113,2	127,8	123,7	12,9%	-3,2%
Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques	98,6	99,4	99,0	0,8%	-0,4%
Métallurgie	80,0	81,0	82,2	1,3%	1,5%
Fabrication de prod. métalliques (à l'exclusion machines et équipements)	91,9	89,9	88,6	-2,2%	-1,4%
Fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques	99,1	75,1	72,8	-24,2%	-3,1%
Fabrication d'équipements électriques	98,6	102,5	99,0	4,0%	-3,4%
Fabrication de machines et équipements n.c.a.	87,0	86,0	88,3	-1,1%	2,7%
Industrie automobile	116,9	103,4	100,7	-11,5%	-2,6%
Fabrication d'autres matériels de transport	167,5	156,6	160,8	-6,5%	2,7%
Fabrication de meubles	81,3	71,5	75,1	-12,1%	5,0%
Autres industries manufacturés	104,6	88,7	79,3	-15,2%	-10,6%
Réparation et installation de machines et équipements	105,3	103,1	85,9	-2,1%	-16,7%
<b>Production et distribution d'électricité</b>	<b>120,9</b>	<b>121,4</b>	<b>126,5</b>	<b>0,4%</b>	<b>4,2%</b>

An 12: CHARGES ET RESSOURCES DU TRESOR (hors TVA des collectivités locales) - Source : DTFE -

	Mai 20	Mai 21	Mai 22 (1)	2021/20		2022/21		LF 2022 (2)	(1)/(2) en %
				M.DH	%	M.DH	%		
<b>RECETTES ORDINAIRES</b>	<b>86 319</b>	<b>93 283</b>	<b>118 384</b>	<b>6 964</b>	<b>8,1%</b>	<b>25 101</b>	<b>26,9%</b>	<b>236 907</b>	<b>50,0%</b>
RECETTES ORDINAIRES HORS PRIVATISATION	86 319	93 283	118 384	6 964	8,1%	25 101	26,9%	232 907	50,8%
<b>Recettes fiscales</b>	<b>79 250</b>	<b>86 461</b>	<b>104 220</b>	<b>7 211</b>	<b>9,1%</b>	<b>17 759</b>	<b>20,5%</b>	<b>195 578</b>	<b>53,3%</b>
<b>Impôts directs, dont</b>	<b>36 738</b>	<b>35 923</b>	<b>47 415</b>	<b>-815</b>	<b>-2,2%</b>	<b>11 492</b>	<b>32,0%</b>	<b>80 112</b>	<b>59,2%</b>
Impôt sur les sociétés	16 146	14 635	24 444	-1 511	-9,4%	9 809	67,0%	38 236	63,9%
Impôt sur le revenu	17 994	20 676	22 071	2 682	14,9%	1 395	6,7%	39 797	55,5%
<b>Impôts indirects</b>	<b>32 380</b>	<b>38 706</b>	<b>42 857</b>	<b>6 326</b>	<b>19,5%</b>	<b>4 151</b>	<b>10,7%</b>	<b>89 970</b>	<b>47,6%</b>
T.V.A	32 380	38 706	42 857	6 326	19,5%	4 151	10,7%	60 907	70,4%
Intérieure	22 385	27 115	31 056	4 731	21,1%	3 941	14,5%		
Importation	8 354	10 210	9 058	1 856	22,2%	-1 152	-11,3%		
T.I.C	14 031	16 905	21 998	2 875	20,5%	5 093	30,1%	29 063	75,7%
Tabacs	9 995	11 591	11 801	1 596	16,0%	210	1,8%		
Produits énergétiques	4 195	4 491	4 487	296	7,1%	-4	-0,1%		
<b>Droits de douane</b>	<b>3 653</b>	<b>4 589</b>	<b>5 493</b>	<b>935</b>	<b>25,6%</b>	<b>904</b>	<b>19,7%</b>	<b>10 768</b>	<b>51,0%</b>
<b>Enregistrement et timbre</b>	<b>6 479</b>	<b>7 243</b>	<b>8 455</b>	<b>764</b>	<b>11,8%</b>	<b>1 212</b>	<b>16,7%</b>	<b>14 729</b>	<b>57,4%</b>
<b>Recettes non fiscales</b>	<b>6 544</b>	<b>5 531</b>	<b>12 535</b>	<b>-1 013</b>	<b>-15,5%</b>	<b>7 004</b>	<b>126,6%</b>	<b>38 029</b>	<b>33,0%</b>
<b>Recettes non fiscales Hors privatisation</b>	<b>6 544</b>	<b>5 531</b>	<b>12 535</b>	<b>-1 013</b>	<b>-15,5%</b>	<b>7 004</b>	<b>126,6%</b>	<b>236 907</b>	<b>5,3%</b>
Monopoles et exploitation	1 017	1 924	3 736	907	89,2%	1 812	94,2%	17 118	21,8%
Autres recettes	5 527	3 607	8 799	-1 920	-34,7%	5 192	143,9%	16 912	52,0%
Privatisation	0	0	0	0		0	#DIV/0!	4 000	
<b>Recettes de certains comptes spéciaux</b>	<b>525</b>	<b>1 291</b>	<b>1 629</b>	<b>766</b>	<b>145,9%</b>	<b>338</b>	<b>26,2%</b>	<b>3 300</b>	<b>49,4%</b>
Fonds spécial des prix	0	119	168	119		49	41%	600	28,0%
Fonds spécial routier	525	1 172	1 461	647	123,2%	289	24,7%	2 700	54,1%
<b>DEPENSES TOTALES (y compris SEGMA et solde des CST)</b>	<b>112 174</b>	<b>118 257</b>	<b>132 339</b>	<b>6 083</b>	<b>5,4%</b>	<b>14 082</b>	<b>11,9%</b>	<b>308 038</b>	<b>43,0%</b>
<b>Dépenses ordinaires</b>	<b>102 471</b>	<b>103 172</b>	<b>120 473</b>	<b>701</b>	<b>0,7%</b>	<b>17 301</b>	<b>16,8%</b>	<b>246 938</b>	<b>48,8%</b>
<b>Biens et services</b>	<b>85 342</b>	<b>85 263</b>	<b>93 190</b>	<b>-79</b>	<b>-0,1%</b>	<b>7 927</b>	<b>9,3%</b>	<b>205 710</b>	<b>45,3%</b>
Personnel	55 845	58 761	62 103	2 916	5,2%	3 342	5,7%	139 860	44,4%
Autres Biens et services	29 497	26 502	31 087	-2 995	-10,2%	4 585	17,3%	65 850	47,2%
<b>Dettes publiques</b>	<b>10 668</b>	<b>10 277</b>	<b>10 652</b>	<b>-390</b>	<b>-3,7%</b>	<b>375</b>	<b>3,6%</b>	<b>27 678</b>	<b>38,5%</b>
Intérieure	9 713	8 968	9 547	-745	-7,7%	579	6,5%	23 560	40,5%
Extérieure	955	1 309	1 105	355	37,2%	-204	-15,6%	4 118	26,8%
<b>Compensation</b>	<b>6 462</b>	<b>7 632</b>	<b>16 631</b>	<b>1 170</b>	<b>18,1%</b>	<b>8 999</b>	<b>117,9%</b>	<b>13 550</b>	<b>122,7%</b>
<b>SOLDE ORDINAIRE</b>	<b>-16 152</b>	<b>-9 890</b>	<b>-2 089</b>	<b>6 263</b>	<b>-38,8%</b>	<b>7 801</b>	<b>-79%</b>	<b>-10 031</b>	<b>20,8%</b>
<b>Dépenses de capital</b>	<b>28 100</b>	<b>28 105</b>	<b>32 792</b>	<b>6</b>	<b>0,0%</b>	<b>4 687</b>	<b>16,7%</b>	<b>68 100</b>	<b>48,2%</b>
dont fonds spécial routier	436	713	760					2 700	
Solde net des autres comptes spéciaux	18 397	13 020	20 926					7 000	
<b>DEFICIT / EXCEDENT GLOBAL</b>	<b>-25 855</b>	<b>-24 975</b>	<b>-13 955</b>					<b>-71 131</b>	
<b>VARIATION DES OPERATIONS EN INSTANCE</b>	<b>433</b>	<b>-20 561</b>	<b>-9 748</b>					<b>0</b>	
<b>BESOIN/EXCEDENT DE FINANCEMENT</b>	<b>-25 422</b>	<b>-45 536</b>	<b>-23 703</b>					<b>-71 131</b>	
Financement intérieur	20 830	41 821	24 624	20 991	101	-17 197	-41	36 780	
Financement extérieur	11 069	3 714	-921	-7 355	-66	-4 635	-125	34 351	

An 13: ENDETTEMENT INTERIEUR DU TRESOR (En M.DH) - Source : DTFE -

M A T U R I T E	Déc 20	Déc 21	Janvier à fin Mai 22		Mai 22	Flux
			Souscriptions	Remboursements		
<b>LONG TERME</b>	<b>378 188</b>	<b>399 354</b>	<b>14 916</b>	<b>13 434</b>	<b>400 836</b>	<b>1 482</b>
<b>Adjudications (long terme)</b>	<b>351 596</b>	<b>372 138</b>	<b>12 151</b>	<b>12 114</b>	<b>372 175</b>	<b>37</b>
30 ans Adjudications	32 095	36 749	622	0	37 371	622
20 ans Adjudications	72 384	78 384	0	0	78 384	0
15 ans Adjudications	125 336	123 076	2 093	2 450	122 719	-357
10 ans Réserve d'investissement						
10 ans Adjudications	121 781	133 929	9 436	9 664	133 701	-228
10 ans Emprunts Conventionnels	0	0	0	0	0	0
<b>MOYEN TERME</b>	<b>159 384</b>	<b>170 633</b>	<b>17 458</b>	<b>13 113</b>	<b>174 978</b>	<b>4 346</b>
<b>Adjudications (moyen terme)</b>	<b>159 384</b>	<b>170 633</b>	<b>17 458</b>	<b>13 113</b>	<b>4 346</b>	<b>4 346</b>
5 ans Adjudications	0	0	17 458	13 113	4 346	4 346
<b>COURT TERME</b>	<b>89 812</b>	<b>103 912</b>	<b>28 128</b>	<b>19 802</b>	<b>112 239</b>	<b>8 327</b>
<b>Adjudications (court terme)</b>	<b>89 762</b>	<b>103 862</b>	<b>28 128</b>	<b>19 802</b>	<b>112 189</b>	<b>8 327</b>
03 semaines Adjudications	0	0	0	0	0	0
13 semaines Adjudications	2 284	600	2 113	600	2 113	1 513
26 semaines Adjudications	7 479	1 100	1 230	900	1 430	330
52 semaines Adjudications	23 062	23 970	7 081	11 029	20 022	-3 948
Bons à 6 mois	0	0		0	0	0
1 an activité socio-économique	0	0	0		0	0
2 ans Adjudications	56 937	78 192	17 704	7 273	88 624	10 431
Autres	50	50	0	0	50	0
<b>DETTE AMORTISSABLE</b>	<b>26 381</b>	<b>0</b>	<b>2 765</b>	<b>1 320</b>	<b>1 446</b>	<b>1 446</b>
<b>T O T A L</b>	<b>632 899</b>	<b>681 527</b>	<b>60 503</b>	<b>46 348</b>	<b>695 682</b>	<b>14 155</b>

An 14: ENDETTEMENT EXTERIEUR DU TRESOR (En M.DH) - Source : DTFE -

	Mai 20	Mai 21	Mai 22	Mai 21/20		Mai 22/21	
<b>SERVICE</b>	<b>4193</b>	<b>5600</b>	<b>5500</b>	<b>1407,0</b>	<b>0,3</b>	<b>-100,0</b>	<b>0,0</b>
AMORTISSEMENTS	3238	4300	4400	1062,0	0,3	100,0	0,0
INTERETS	955	1300	1100	345,0	0,4	-200,0	-0,2
<b>TIRAGES</b>	<b>7831</b>	<b>8000</b>	<b>3500</b>	<b>169,1</b>	<b>0,0</b>	<b>-4500,0</b>	<b>-0,6</b>

**An 15: MASSE MONÉTAIRE ET SES CONTREPARTIES** - Source : Bank Al-Maghrib -

En Millions de DH AID : Autres Institutions de Dépôts	Avr 21	Déc 21	Avr 22	Avr 21/Déc 20	Avr 22/21	Avr 22/Déc 21			
<b>CONTREPARTIES DE M3</b>									
<b>Créances sur l'économie</b>	<b>1 141 845</b>	<b>1 176 884</b>	<b>1 186 152</b>	<b>10 174</b>	<b>0,9%</b>	<b>44 307</b>	<b>3,9%</b>	<b>9 268</b>	<b>0,8%</b>
Créances de BAM	1 334	1 391	1 123	-269	-16,8%	-211	-15,8%	-268	-19,3%
Créances des AID	1 140 511	1 175 493	1 185 029	10 443	0,9%	44 518	3,9%	9 536	0,8%
<b>Créances nettes sur l'Administration centrale</b>	<b>253 409</b>	<b>272 491</b>	<b>295 123</b>	<b>14 016</b>	<b>5,9%</b>	<b>41 714</b>	<b>16,5%</b>	<b>22 632</b>	<b>8,3%</b>
Créances nettes de BAM	-2 249	-3 414	-1 768	1 985	-46,9%	481	-21,4%	1 646	-48,2%
Créances nettes des AID	255 658	275 905	296 891	12 031	4,9%	41 233	16,1%	20 986	7,6%
<b>Créances nettes des ID sur les non-résidents</b>	<b>313 205</b>	<b>316 878</b>	<b>314 716</b>	<b>-3314</b>	<b>-1,0%</b>	<b>1 511</b>	<b>0,5%</b>	<b>-2 162</b>	<b>-0,7%</b>
Avoirs officiels de réserve	304 040	330 829	329 166	-16527	-5,2%	25 126	8,3%	-1 663	-0,5%
<b>Ressources à caractère non monétaire</b>	<b>251 620</b>	<b>257 241</b>	<b>269 235</b>	<b>8 396</b>	<b>3,5%</b>	<b>17 615</b>	<b>7,0%</b>	<b>11 994</b>	<b>4,7%</b>
<b>Capital et réserves des ID</b>	<b>164 906</b>	<b>171 055</b>	<b>184 038</b>	<b>4 044</b>	<b>2,5%</b>	<b>19 132</b>	<b>11,6%</b>	<b>12 983</b>	<b>7,6%</b>
BAM	7 299	11 062	20 079	-3 920	-34,9%	12 780	175,1%	9 017	81,5%
AID	157 607	159 993	163 959	7 964	5,3%	6 352	4,0%	3 966	2,5%
<b>Engagements non monétaires des ID</b>	<b>86 714</b>	<b>86 186</b>	<b>85 197</b>	<b>4 352</b>	<b>5,3%</b>	<b>-1 517</b>	<b>-1,7%</b>	<b>-989</b>	<b>-1,1%</b>
Dépôts exclus de M3	10 285	11 908	11 911	735	7,7%	1 626	15,8%	3	0,0%
Crédits	30 344	30 811	30 220	1 744	6,1%	-124	-0,4%	-591	-1,9%
Titres autres qu'actions exclus de M3	45 174	42 681	42 318	1 871	4,3%	-2 856	-6,3%	-363	-0,9%
Autres ressources	911	786	748	2	0,2%	-163	-17,9%	-38	-4,8%
<b>Autres contreparties de M3</b>	<b>37 359</b>	<b>51 756</b>	<b>47 001</b>	<b>-3 401</b>	<b>-8,3%</b>	<b>9 642</b>	<b>25,8%</b>	<b>-4 755</b>	<b>-9,2%</b>
<b>TOTAL DES CONTREPARTIES</b>	<b>1 494 198</b>	<b>1 560 768</b>	<b>1 573 757</b>	<b>9 079</b>	<b>0,6%</b>	<b>79 559</b>	<b>5,3%</b>	<b>12 989</b>	<b>0,8%</b>
<b>AGREGATS DE MONNAIE</b>									
<b>Circulation fiduciaire</b>	<b>303 506</b>	<b>320 112</b>	<b>331 508</b>	<b>2 880</b>	<b>1,0%</b>	<b>28 002</b>	<b>9,2%</b>	<b>11 396</b>	<b>3,6%</b>
Billets et monnaies mis en circulation par BAM	318 862	337 711	349 965	-420	-0,1%	31 103	9,8%	12 254	3,6%
Encaisses des banques (à déduire)	15 356	17 599	18 457	-3 300	-17,7%	3 101	20,2%	858	4,9%
<b>Monnaie scripturale</b>	<b>713 172</b>	<b>766 722</b>	<b>763 000</b>	<b>-5 585</b>	<b>-0,8%</b>	<b>49 828</b>	<b>7,0%</b>	<b>-3 722</b>	<b>-0,5%</b>
Dépôts à vue auprès de la banque centrale	5 452	2 751	5 103	2 612	92,0%	-349	-6,4%	2 352	85,5%
Dépôts à vue auprès des banques	641 318	698 720	692 096	-7 963	-1,2%	50 778	7,9%	-6 624	-0,9%
Dépôts à vue auprès du Trésor	66 402	65 251	65 801	-234	-0,4%	-601	-0,9%	550	0,8%
<b>M1</b>	<b>1 016 678</b>	<b>1 086 834</b>	<b>1 094 508</b>	<b>-2 705</b>	<b>-0,3%</b>	<b>77 830</b>	<b>7,7%</b>	<b>7 674</b>	<b>0,7%</b>
<b>Placements à vue</b>	<b>171 836</b>	<b>174 155</b>	<b>176 061</b>	<b>2 464</b>	<b>1,5%</b>	<b>4 225</b>	<b>2,5%</b>	<b>1 906</b>	<b>1,1%</b>
Comptes d'épargne auprès des banques	171 836	174 155	176 061	2 464	1,5%	4 225	2,5%	1 906	1,1%
<b>M2</b>	<b>1 188 514</b>	<b>1 260 989</b>	<b>1 270 569</b>	<b>-241</b>	<b>0,0%</b>	<b>82 055</b>	<b>6,9%</b>	<b>9 580</b>	<b>0,8%</b>
<b>Autres actifs Monétaires</b>	<b>305 682</b>	<b>299 781</b>	<b>303 187</b>	<b>9 319</b>	<b>3,1%</b>	<b>-2 495</b>	<b>-0,8%</b>	<b>3 406</b>	<b>1,1%</b>
<b>M3</b>	<b>1 494 196</b>	<b>1 560 770</b>	<b>1 573 756</b>	<b>9 078</b>	<b>0,6%</b>	<b>79 560</b>	<b>5,3%</b>	<b>12 986</b>	<b>0,8%</b>

**An 16: Créances sur l'économie** - Source : Bank Al-Maghrib-

En Millions de DH	Avr 21	Déc 21	Avr 22	Avr 21/Déc 20	Avr 22/21	Avr 22/Déc 21			
<b>Créances des ID par objet économique</b>	<b>1 141 845</b>	<b>1 176 884</b>	<b>1 186 153</b>	<b>10 174</b>	<b>0,9%</b>	<b>44 308</b>	<b>3,9%</b>	<b>9 269</b>	<b>0,8%</b>
<b>Créances des AID</b>	<b>1 140 511</b>	<b>1 175 493</b>	<b>1 185 030</b>	<b>10 443</b>	<b>0,9%</b>	<b>44 519</b>	<b>3,9%</b>	<b>9 537</b>	<b>0,8%</b>
<b>Crédits des AID</b>	<b>953 100</b>	<b>993 927</b>	<b>990 015</b>	<b>-13 828</b>	<b>-1,4%</b>	<b>36 915</b>	<b>3,9%</b>	<b>-3 912</b>	<b>-0,4%</b>
<b>Crédits bancaires</b>	<b>949 983</b>	<b>985 476</b>	<b>980 651</b>	<b>-9 023</b>	<b>-0,9%</b>	<b>30 668</b>	<b>3,2%</b>	<b>-4 825</b>	<b>-0,5%</b>
Comptes débiteurs et crédits de trésorerie	213 969	225 740	236 414	8 018	3,9%	22 445	10,5%	10 674	4,7%
Crédits à l'équipement	180 711	171 293	175 539	651	0,4%	-5 172	-2,9%	4 246	2,5%
Crédits immobiliers	286 451	291 086	293 077	2 252	0,8%	6 626	2,3%	1 991	0,7%
Crédits à l'habitat	227 654	232 825	234 953	5 272	2,4%	7 299	3,2%	2 128	0,9%
Crédits aux promoteurs immobiliers	54 578	54 316	52 847	-4 376	-7,4%	-1 731	-3,2%	-1 469	-2,7%
Crédits à la consommation	55 084	55 622	56 363	836	1,5%	1 279	2,3%	741	1,3%
Créances diverses sur la clientèle	132 107	156 905	133 245	-22 216	-14,4%	1 138	0,9%	-23 660	-15,1%
Crédits à caractère financier	116 588	142 401	118 571	-22 002	-15,9%	1 983	1,7%	-23 830	-16,7%
Autres crédits	15 487	14 469	14 639	-229	-1,5%	-848	-5,5%	170	1,2%
Créances en souffrance	81 661	84 830	86 013	1 436	1,8%	4 352	5,3%	1 183	1,4%
<b>Titres</b>	<b>152 141</b>	<b>144 697</b>	<b>158 343</b>	<b>24 767</b>	<b>19,4%</b>	<b>6 202</b>	<b>4,1%</b>	<b>13 646</b>	<b>9,4%</b>
Titres autres qu'actions	24 636	26 411	28 237	-656	-2,6%	3 601	14,6%	1 826	6,9%
Actions et autres titres de participation	127 505	118 286	130 106	25 423	24,9%	2 601	2,0%	11 820	10,0%
<b>Autres</b>	<b>35 270</b>	<b>36 869</b>	<b>36 672</b>	<b>-496</b>	<b>-1,4%</b>	<b>1 402</b>	<b>4,0%</b>	<b>-197</b>	<b>-0,5%</b>
<b>Créances de BAM</b>	<b>1 334</b>	<b>1 391</b>	<b>1 123</b>	<b>-269</b>	<b>-16,8%</b>	<b>-211</b>	<b>-15,8%</b>	<b>-268</b>	<b>-19,3%</b>
<b>Crédits</b>	<b>769</b>	<b>788</b>	<b>785</b>	<b>0</b>	<b>0,0%</b>	<b>16</b>	<b>2,1%</b>	<b>-3</b>	<b>-0,4%</b>

An 17: TAUX SUR LES MARCHÉS MONÉTAIRE ET FINANCIER - Source : Bank Al-Maghrib et DTFE –

	Mars 21	Déc 21	Mars 22	Mars 22/21	Mars 22/ Déc 21
Taux de dépôts à 6 mois	2,21	2,19	2,04	-0,17	-0,15
Taux de dépôts à 12 mois	2,73	2,53	2,62	-0,11	0,09
Taux des comptes sur carnet	1,27	1,03	1,05	-0,22	0,02
<b>Taux débiteurs</b>					
Taux maximum des intérêts conventionnels	13,36	13,36	13,09	-0,27	-0,27
<b>Taux interbancaire</b>	2,27	1,50	1,50	-0,77	0,00
<b>Taux intervention de BAM</b>					
Taux des avances à 7j	1,50	1,50	1,50	0,00	0,00
Taux des avances à 24h	2,50	2,50	2,50	0,00	0,00
<b>Taux adjudications (TMP)</b>	<b>Mai 21</b>	<b>Déc 21</b>	<b>Mai 22</b>	<b>Mai 21/Déc20</b>	<b>Mai 22/ Déc 21</b>
13 Sem.					
26 Sem.	1,42	1,40	1,64	-0,23	0,24
52 Sem.	1,50	1,54	1,76	-0,43	0,22
2 Ans	1,68	1,73	1,93	-0,50	0,20
5 Ans	1,96	2,01	2,32	-0,35	0,31
10 Ans					
15 Ans					
20 Ans					
30 Ans					

An 18: ÉCHANGES SUR LE MARCHÉ MONÉTAIRE - Source : Bank Al-Maghrib –

Avril-22	Interventions de BAM					Marché Interbancaire		
	Avances à 7 jours	Avances à 24 H	Prêts garantis	Pension livrée	Swap de change	Encours	Volume	TMP
1	40860	0	20779	21681	0	8055	4805	1,50%
2	40860	0	20779	21681	0	8055	-	1,50%
3	40860	0	20779	21681	0	8055	-	1,50%
4	40860	0	20779	21681	0	6671	2871	1,50%
5	40860	0	20779	21681	0	6178	2378	1,50%
6	40860	0	20779	21681	0	6084	2284	1,50%
7	36660	0	20779	21681	0	6918	4088	1,50%
8	36660	0	20779	21681	0	6533	3903	1,50%
9	36660	0	20779	21681	0	6533	-	1,50%
10	36660	0	20779	21681	0	6533	-	1,50%
11	36660	0	20779	21681	0	6951	4321	1,50%
12	36660	0	20779	21681	0	7629	4999	1,50%
13	36660	0	20779	21681	0	6662	3682	1,50%
14	48160	0	20779	21681	0	7591	4611	1,50%
15	48160	0	20779	21681	0	6549	3569	1,50%
16	48160	0	20779	21681	0	6549	-	1,50%
17	48160	0	20779	21681	0	6549	-	1,50%
18	48160	0	20779	21681	0	6833	3853	1,50%
19	48160	0	20779	21681	0	6970	3990	1,50%
20	48160	0	20779	21681	0	6239	3259	1,50%
21	39290	0	19975	21195	0	7245	4265	1,50%
22	39290	0	19975	21195	0	7285	4305	1,50%
23	39290	0	19975	21195	0	7285	-	1,50%
24	39290	0	19975	21195	0	7285	-	1,50%
25	39290	0	19975	21195	0	8040	4660	1,50%
26	39290	0	19975	21195	0	7529	4149	1,50%
27	39290	0	19975	21195	0	8315	4895	1,51%
28	48950	0	21333	21195	0	6799	3779	1,50%
29	48950	0	21333	21195	0	7729	4229	1,50%
30	48950	0	21333	21195	0	7729	-	1,50%
<b>MOY du mois</b>	<b>42026</b>	<b>0</b>	<b>20647</b>	<b>21519</b>	<b>0</b>	<b>7113</b>	<b>3947</b>	<b>1,5%</b>

An 19: BOURSE DES VALEURS DE CASABLANCA - Source : Bourse de Casablanca –

	Mai 21	Déc 21	Mai 22	Mai 22/21		Mai 22 /Déc 21	
				M.DH	%	M.DH	%
<b>VOLUME DES TRANSACTIONS</b>	<b>22 160</b>	<b>74 743</b>	<b>15 927</b>	<b>-6 233</b>	<b>-28,1</b>		
<b>Marché central</b>	<b>11 608</b>	<b>40 817</b>	<b>13 518</b>	<b>1 910</b>	<b>16,5</b>		
Actions	11 572	40 781	13 498	1 926	17		
Obligations	36	36	20	-16	-44		
<b>Marché de blocs</b>	<b>2 992</b>	<b>23 604</b>	<b>815</b>	<b>-2 177</b>	<b>-72,8</b>		
Actions	2 964	23 474	714	-2 250	-76		
Obligations	28	130	100	73	262		
<b>Introductions</b>	<b>0</b>	<b>620</b>	<b>0</b>	<b>0</b>			
Actions	0	600	0	0			
Obligations	0	20	0	20			
<b>Augmentation de Capital</b>	<b>1 286</b>	<b>2 393</b>	<b>300</b>	<b>-986</b>	<b>-76,7</b>		
Offre publique	0	28	1 029	1 029			
Transferts	95	503	235	139	146,7		
Apports de titres	6 181	6 778	31	-6 150	-99,5		
<b>CAPITALISATION BOURSIERE</b>	<b>626 206</b>	<b>690 717</b>	<b>644 961</b>	<b>18 755</b>	<b>3,0</b>	<b>-45 756</b>	<b>-6,6</b>
<i>Banques</i>	204 500	225 271	206 445	1 945	1,0	-18 825	-8,4
<i>Sociétés Financières</i>	9 420	9 604	9 113	-307	-3,3	-491	-5,1
Sociétés de financement	6 402	6 669	6 508	106	1,7	-161	-2,4
Sociétés de portefeuilles-Holding	3 018	2 935	2 605	-413	-13,7	-330	-11,3
<i>Industrie</i>	222 234	254 310	244 106	21 872	9,8	-10 204	-4,0
Agroalimentaire	39 480	39 480	37 023	-2 458	-6,2	-2 457	-6,2
Bâtiments et matériaux de construction	71 908	89 034	76 759	4 851	6,7	-12 275	-13,8
Boissons	9 512	10 172	10 975	1 462	15,4	803	7,9
Equipement électro et électrique	332	0	0	-332	-100,0	0	
Sylviculture et papier	33	56	60	27	80,2	3	6,2
Ingénierie&Biens d'Equipt industriels	70	122	126	56	79,5	4	3,1
Industrie pharmaceutique	7 593	11 796	11 097	3 504	46,1	-699	-5,9
<i>Télécommunications</i>	122 634	122 590	109 535	-13 099	-10,7	-13 055	-10,6
<i>Assurances</i>	26 583	32 605	30 917	4 334	16,3	-1 688	-5,2
<i>Distributeurs</i>	18 543	22 673	20 876	2 333	12,6	-1 797	-7,9
<i>Technologie de l'information</i>	7 212	7 895	7 641	429	5,9	-255	-3,2
<i>Autres services</i>	15 079	15 769	16 328	1 249	8,3	559	3,5
<b>MASI</b>	<b>12 114</b>	<b>13 358</b>	<b>12 340</b>	<b>225</b>	<b>1,9</b>	<b>-1 019</b>	<b>-7,6</b>
<b>MSI</b>	<b>991</b>	<b>1 086</b>	<b>995</b>	<b>4</b>	<b>0,4</b>	<b>-90</b>	<b>-8,3</b>

**An 20 : BALANCE DES BIENS ET SERVICES - Source : Office des Changes -**

	Avr 20	Avr 21	Avr 22	Avr 21/20		Avr 22/21	
<b>TOTAL DES IMPORTATIONS (M.DH)</b>	<b>149 444</b>	<b>166 983</b>	<b>230 052</b>	<b>17 539</b>	<b>11,7%</b>	<b>63 069</b>	<b>37,8%</b>
Alimentation boissons et tabacs	21 804	22 932	28 762	1 128	5,2%	5 830	25,4%
Blé	6 462	6 954	8 066	492	7,6%	1 112	16,0%
Energie et lubrifiants	20 206	20 259	43 789	53	0,3%	23 530	116,1%
Produits bruts	6 649	8 041	13 876	1 392	20,9%	5 835	72,6%
Demi-produits	32 409	36 004	55 089	3 595	11,1%	19 085	53,0%
Produits finis	68 375	79 698	88 512	11 322	16,6%	8 815	11,1%
Biens d'équipement	36 598	39 940	45 692	3 342	9,1%	5 752	14,4%
Biens de consommation	31 777	39 758	42 820	7 980	25,1%	3 063	7,7%
<b>TOTAL DES EXPORTATIONS (M.DH)</b>	<b>83 895</b>	<b>103 596</b>	<b>139 014</b>	<b>19 701</b>	<b>23,5%</b>	<b>35 418</b>	<b>34,2%</b>
Alimentation boissons et tabacs	23 609	26 485	29 456	2 876	12,2%	2 971	11,2%
Energie et lubrifiants	827	423	836	-404	-48,9%	413	97,8%
Produits bruts	5 831	6 425	9 919	594	10,2%	3 494	54,4%
Phosphates	2 272	2 147	3 394	-125	-5,5%	1 248	58,1%
Demi-produits	17 846	21 840	39 860	3 994	22,4%	18 021	82,5%
Dérivés de phosphates	13 273	11 804	32 746	-1 469	-11,1%	20 942	177,4%
Produits finis	35 680	48 256	58 861	12 576	35,2%	10 604	22,0%
<b>TOTAL DES ECHANGES (M.DH)</b>	<b>233 339</b>	<b>270 579</b>	<b>369 066</b>	<b>37 240</b>	<b>16,0%</b>	<b>98 487</b>	<b>36,4%</b>
<b>SOLDE COMMERCIAL</b>	<b>-65 549</b>	<b>-63 387</b>	<b>-91 038</b>	<b>2 162</b>	<b>-3,3%</b>	<b>-27 651</b>	<b>43,6%</b>
<b>TAUX DE COUVERTURE</b>	<b>56,1</b>	<b>62,0</b>	<b>60,4</b>	<b>5,9</b>		<b>-1,6</b>	
<b>RECETTES VOYAGES</b>	<b>18 779</b>	<b>6 549</b>	<b>14 623</b>	<b>-12 230</b>	<b>-65,1%</b>	<b>8 074</b>	<b>123,3%</b>
<b>TRANSFERTS M.R.E.</b>	<b>19 845</b>	<b>29 037</b>	<b>30 562</b>	<b>9 192</b>	<b>46,3%</b>	<b>1 525</b>	<b>5,3%</b>
<b>RECETTES DES IDE</b>	<b>8 551</b>	<b>10 539</b>	<b>9 800</b>	<b>1 988</b>	<b>23,2%</b>	<b>-739</b>	<b>-7,0%</b>

**An 21: INDICE DES PRIX A LA CONSOMMATION - Source : HCP -**

Groupes	Mai 20	Mai 21	Mai 22	Var moy. Janv-Mai		
				2020/19	2021/20	2022/21
<b>PRODUITS ALIMENTAIRES</b>	<b>102,9</b>	<b>104,4</b>	<b>113,2</b>	<b>1,7%</b>	<b>-0,3%</b>	<b>7,3%</b>
1 Produits alimentaires et boissons	102,3	103,6	112,5	1,8%	-0,5%	7,4%
2 Boissons alcoolisées, Tabac et Stupéfiants	120,2	125,4	129,8	0,0%	4,3%	3,5%
<b>PRODUITS NON ALIMENTAIRES</b>	<b>101,7</b>	<b>103,9</b>	<b>108,2</b>	<b>0,5%</b>	<b>1,5%</b>	<b>3,1%</b>
3 Articles d'habillement et chaussures	102,7	104,6	109,6	0,8%	1,1%	3,9%
4 Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles	101,7	102,5	103,4	0,6%	0,7%	1,1%
5 Meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer	100,8	101,6	106,6	0,0%	0,7%	3,5%
6 Santé	101,7	101,8	101,9	1,2%	0,1%	0,1%
7 Transport	95,9	105,0	119,7	-1,9%	5,3%	9,2%
8 Communications	103,9	103,7	103,8	-0,5%	-0,1%	0,0%
9 Loisirs et culture	99,3	100,0	104,6	-0,8%	0,2%	2,5%
10 Enseignement	108,5	110,3	111,7	3,2%	1,7%	1,3%
11 Restaurants et hôtels	103,2	104,3	105,5	1,4%	0,8%	1,2%
12 Biens et services divers	103,8	105,3	109,8	1,3%	1,1%	4,3%
<b>Indice général</b>	<b>102,2</b>	<b>104,1</b>	<b>110,2</b>	<b>1,0%</b>	<b>0,7%</b>	<b>4,8%</b>

**An 22: INDICE DES PRIX A LA PRODUCTION PAR SECTIONS - Source : HCP -**

(Base 100 = 2010)	Avril 20	Avril 21	Avril 22	Var moy. Janv-Avr		
				2020/19	2021/20	2022/21
<b>Industries extractives</b>	<b>100,1</b>	<b>100,0</b>	<b>100,1</b>	<b>-0,2%</b>	<b>-0,1%</b>	<b>0,1%</b>
Extraction d'Hydrocarbures	115,1	100,0	100,0	0,0%	-13,1%	0,0%
Extraction de Minerais Métalliques	100,0	100,0	100,0	0,0%	0,0%	0,0%
Autres Industries Extractives	100,0	100,0	100,1	-0,3%	0,0%	0,1%
<b>Industries manufacturières hors raffinage de pétrole</b>	<b>109,1</b>	<b>101,0</b>	<b>116,1</b>	<b>-1,8%</b>	<b>-8,3%</b>	<b>14,4%</b>
Industries alimentaires	109,1	105,2	120,1	1,8%	-4,1%	12,7%
Fabrication de Boissons	116,7	101,2	105,3	-0,1%	-13,3%	2,7%
Fabrication de produits à base de tabac	117,3	100,2	107,7	0,1%	-14,6%	5,6%
Fabrication de textiles	101,6	106,0	111,8	0,3%	1,9%	5,5%
Industrie d'habillement	110,8	103,8	104,5	1,9%	-7,0%	1,2%
Industrie de cuir et de la chaussure	112,3	100,3	101,5	0,3%	-10,7%	0,3%
Travail du bois et fabrication d'articles en bois	118,3	102,1	116,9	-1,4%	-14,5%	7,8%
Industrie du papier et du carton	101,4	102,6	102,7	-0,5%	0,5%	0,0%
Imprimerie et reproduction d'enregistrement	103,3	99,1	99,1	-0,2%	-4,1%	0,0%
Industrie chimique	123,5	96,0	140,3	-9,4%	-24,5%	50,5%
Industrie pharmaceutique	94,2	99,9	99,1	0,0%	6,0%	-0,6%
Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique	111,8	98,0	98,9	-0,4%	-12,6%	0,4%
Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques	109,9	99,6	103,4	-0,4%	-9,6%	2,0%
Métallurgie	93,1	98,7	139,9	-7,3%	3,7%	27,8%
Fabrication de produits métalliques	99,7	98,6	102,8	-2,2%	-1,7%	3,6%
Fabrication de produits informatique	100,4	100,9	102,3	0,2%	0,1%	1,9%
Fabrication d'équipements électriques	111,8	102,6	113,1	1,5%	-8,4%	9,6%
Fabrication de machines et équipements n.c.a	103,1	100,1	100,3	0,2%	-2,9%	-0,1%
Industrie automobile	99,5	100,8	103,0	0,2%	1,3%	2,2%
Fabrication d'autres matériels de transport	100,4	100,0	100,0	0,0%	-0,4%	0,0%
fabrication de meubles	110,4	100,3	104,5	-0,9%	-9,7%	2,3%
Autres industries manufacturés	102,7	116,4	116,8	0,1%	13,3%	0,4%
<b>Production et Distribution d'Electricité</b>	<b>115,3</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>0,0%</b>	<b>-13,3%</b>	<b>0,0%</b>
Production et Distribution d'Electricité	115,3	100,0	100,0	0,0%	-13,3%	0,0%
<b>Production et Distribution d'Eau</b>	<b>119,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>0,0%</b>	<b>-16,0%</b>	<b>0,0%</b>